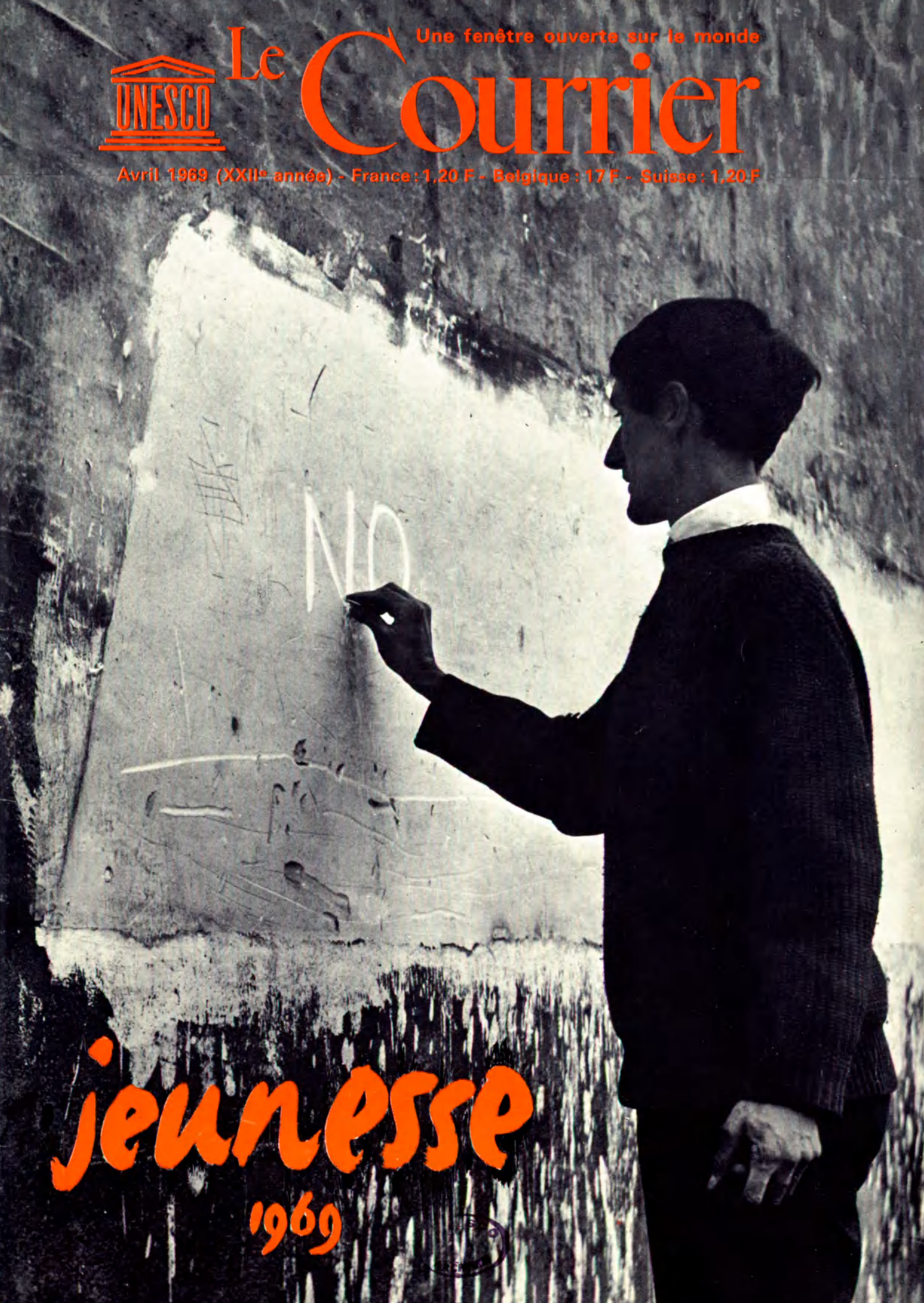
Une fenêtre ouverte sur le monde

UNESCO

Le Courrier

Avril 1969 (XXIIe année) - France : 1,20 F - Belgique : 17 F - Suisse : 1,20 F



jeunesse 1969

Photo © Hassia, Paris.

La chasse fantastique

Il y avait une fois un prince persan, Bahram Gur, incomparable tireur à l'arc, qui partit à la chasse emmenant en croupe sa bien-aimée, Azadeh la belle joueuse de lyre... Chasse fantastique, épisode d'un déchirant roman d'amour et de prodigieux exploits chanté au 10e siècle par le grand poète persan Ferdusi qui, en 60 000 distiques, dans « Le Livre des Rois », retraça l'immense épopée légendaire et artistique du vieil empire d'Iran. Délicat chef-d'œuvre polychrome, un carreau de faïence du 13e siècle évoque le départ du prince chasseur. Il est aujourd'hui au Musée d'Art islamique du Caire, capitale de la République arabe unie. Fondé en l'an 969 de notre ère par la dynastie des Fatimides, qui descendait du Prophète Mahomet, Le Caire célèbre cette année son millième anniversaire.

TRÉSORS DE L'ART MONDIAL

33

1 AVRIL 1969

Le Courrier

AVRIL 1969
XXIIe ANNÉE

PUBLIÉ EN 12 ÉDITIONS

Française	Japonaise
Anglaise	Italienne
Espagnole	U. S. A.
Russe	Hindie
Allemande	Tamoule
Arabe	Hébraïque

Mensuel publié par l'UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Ventes et distributions :
Unesco, place de Fontenoy, Paris-7e

Belgique : Jean de Lannoy, 112, rue du Trône, Bruxelles 5

ABONNEMENT ANNUEL : 12 francs français ; 170 fr. belges ; 12 fr. suisses ; 20/-stg. POUR 2 ANS : 22 fr. français ; 300 fr. belges ; 22 fr. suisses (en Suisse, seulement pour les éditions en français, en anglais et en espagnol) ; 36/-stg. Envoyer les souscriptions par mandat C.C.P. Paris 12598-48, Librairie Unesco, place de Fontenoy, Paris.

★

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduit du **Courrier de l'Unesco** », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du **Courrier**. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le **Courrier** expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction.

★

Bureau de la Rédaction :
Unesco, place de Fontenoy, Paris-7e, France.

Directeur-Rédacteur en chef :
Sandy Koffler

Rédacteur en Chef adjoint :
René Caloz

Adjoint au Rédacteur en Chef :
Lucio Attinelli

Secrétaires généraux de la rédaction :
Édition française : Jane Albert Hesse (Paris)
Édition anglaise : Ronald Fenton (Paris)
Édition espagnole : Arturo Despouey (Paris)
Édition russe : Georgi Stetsenko (Paris)
Édition allemande : Hans Rieben (Berne)
Édition arabe : Abdel Moneim El Sawi (Le Caire)
Édition japonaise : Takao Uchida (Tokyo)
Édition italienne : Maria Remiddi (Rome)
Édition hindie : Annapuzha Chandrahasan (Delhi)
Édition tamoule : T.P. Meenakshi Sundaran (Madras)
Édition hébraïque : Alexander Peli (Jérusalem)

Illustration et documentation : Olga Rödel

Maquettes : Robert Jacquemin

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef

Pages

4 **LA JEUNESSE DANS LE MONDE**
Une étude de l'Unesco

(I) AUX PRISES AVEC LA SOCIÉTÉ

10 **(II) DE LA CONTESTATION AU DIALOGUE**

15 **JEUNESSE EN COLÈRE**

21 **(II) VITE GRANDIS, PENSENT-ILS MOINS ?**

22 **(III) LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET L'ANALYSE DE MARCUSE**

25 **(IV) LE SOULÈVEMENT ESTUDIANTIN**
par Marcel Hicter

28 **LA GÉNÉRATION DU REFUS ET DE L'ENTHOUSIASME**
par Alexandre Gorbovski

30 **UNE JEUNESSE TRIDIMENSIONNELLE**
Pays en voie de développement
Pays socialistes
Pays occidentaux
par Ehsan Naraghi

2 **TRÉSORS DE L'ART MONDIAL**
La chasse fantastique (Iran)

Notre couverture

Cette photo symbolise le refus de beaucoup de jeunes d'aujourd'hui devant les contradictions de notre société moderne.

Photo © Jean Suquet, Snark International, Paris

N° 4 - 1969 MC 69-1-244

UNESCO ARCHIVES

Aux prises avec la société

La jeunesse se distingue, et même se sépare, chaque jour davantage des adultes... Cette révolte est à peu près générale dans le monde; elle a pris dans de nombreux pays la forme d'une véritable contestation non seulement de l'Université, mais de la société.

Le besoin d'absolu de la jeunesse s'accommode moins que jamais des injustices et du désordre du monde.

RENÉ MAHEU
Directeur général de l'Unesco

Aux déchaînements soudains de la jeunesse contestataire dans le monde, la société cherche une réponse et, d'abord, une explication. Si le malaise est universel, la complexité des problèmes, la multiplicité des catégories de jeunes, la diversité des conditions socio-économiques et culturelles, rendent malaisée, sinon impossible, toute généralisation. L'Unesco entreprend à l'échelle internationale une étude comparative et approfondie des questions de la jeunesse. Ce travail s'effectue en coopération avec l'O.N.U. et ses institutions spécialisées ainsi qu'avec certains instituts de recherche. Il s'agit de recueillir dans le monde le maximum de données, notamment sur l'attitude des jeunes à l'égard de la société, sur leurs aspirations, sur l'idée qu'ils se font de l'avenir. Sans attendre les résultats de cette vaste enquête, le COURRIER DE L'UNESCO a décidé de consacrer ce numéro au malaise de la jeunesse dans différentes parties du monde. Bien entendu, nous ne pouvons, en si peu de pages, présenter que quelques éléments du dossier; nous ne manquerons pas d'y revenir dans de futurs numéros. Les deux premiers articles ci-après (pages 4 à 14) sont tirés d'une étude préliminaire de l'Unesco intitulée « Pour et avec la jeunesse », à paraître prochainement sous forme de brochure.

LE rapide accroissement de la population dans le monde est dû principalement à la montée des jeunes. On estime que le nombre des jeunes, âgés de 15 à 24 ans, passera, en l'espace de 40 ans (de 1960 à l'an 2000), de 519 à 1 128 millions. Plus des trois quarts de ces jeunes sont dans des pays en voie de développement : 59 millions en Afrique, 322 millions en Asie, 44 millions en Amérique latine.

Bien que cette évolution démographique fût prévue de longue date, les mesures voulues n'ont pas toujours été prises pour y faire face et préparer comme il l'eût fallu l'accueil des générations montantes.

Cette impréparation explique les contradictions, les tensions et les chocs qui résultent sous nos yeux de la présence massive des jeunes dans la société d'aujourd'hui et de leur volonté d'y intervenir de façon de plus en plus active : aspiration qui, là où elle entre en conflit avec les structures

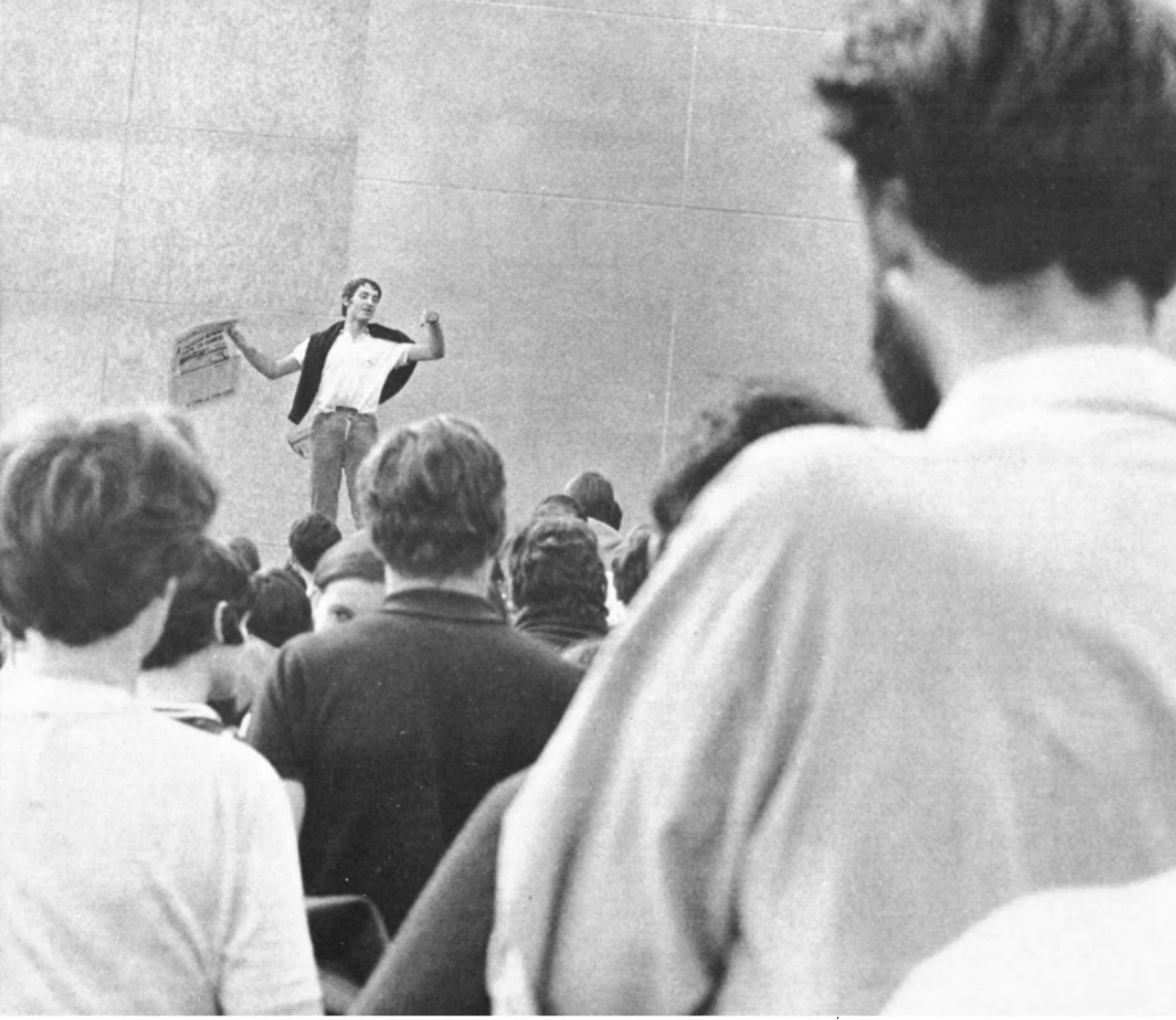


Photo © Gamma - Gilles Caron, Paris

existantes, nourrit à l'inverse une tendance à l'angoisse, à l'évasion, au scepticisme.

Mais le choc auquel la société s'est exposée par son imprévoyance a également pour effet positif de provoquer une prise de conscience accélérée et comme dramatisée du phénomène et des problèmes de la jeunesse et de susciter un effort pour les résoudre.

Ce n'est pas qu'un âge de la vie. On est très souvent enclin à définir la jeunesse en termes chronologiques, comme un « âge de la vie ». C'est ainsi que les programmes conçus à l'intention de la jeunesse visent généralement le groupe d'âge compris entre 15 et 25 ans. Assurément utile pour des actions pratiques, cette classification ne saurait suffire à ramener à un commun dénominateur les problèmes particuliers aux multiples catégories d'individus composant ce groupe d'âge, fût-ce dans un même pays.

A plus forte raison serait-il difficile d'en faire une norme universelle alors que, selon les pays et les continents, l'âge d'accession à la majorité civile, aux responsabilités sociales, à l'exercice des activités sexuelles, diffère grandement sous l'effet des lois, des institutions et des mœurs.

On a également tenté de définir la jeunesse en fonction de sa « situation éducative, sociale et familiale » particulière ; en d'autres termes, de considérer comme jeune l'individu qui fréquente l'école, n'est pas entré dans la vie active et n'a pas constitué son propre foyer, et comme adulte celui qui n'étudie plus, travaille et a créé une cellule familiale.

Là encore, cependant, les différences qui existent entre les divers types de sociétés, ainsi que la transformation graduelle des caractéristiques du monde des jeunes et du monde des adultes, rendent quasi impraticable l'application d'un tel concept.

On pourrait, non sans raison, être tenté de définir la jeunesse par un « état d'esprit », en y incluant, par exemple, tous ceux qui se distinguent par « une qualité de l'imagination, la prédominance du courage sur la timidité, du goût de l'aventure sur celui du confort », mais ce critère ne répondrait pas davantage à la multiplicité des situations où se trouvent les individus et les groupes sociaux (« jeunes» ou « adultes ») qu'il prétendrait identifier.

En fait, la situation sociale, économique et psychologique des jeunes est si diverse qu'il apparaît fort difficile de formuler une définition générale et complète du concept de jeunesse. Aussi ceux qui ont affaire aux problèmes sociaux et humains de cet ordre se trouveront-ils bien de s'en tenir à un énoncé prudent et nuancé. C'est pourquoi on se contente parfois d'une définition pragmatique, selon laquelle sont jeunes ceux que la société considère comme tels.

Il y a jeunesse et jeunesse. On parle de la « jeunesse », on élabore des programmes « pour la jeunesse »,

SUITE PAGE 6

Ils ne veulent plus demeurer des exclus

on dresse des plans « en faveur de la jeunesse ». Or, il s'agit là d'une entité socio-psychologique de plus en plus différenciée et complexe. Aussi importe-t-il de distinguer plus clairement les catégories dont elle se compose. Ces catégories, dont on pourrait multiplier le nombre et qui se recoupent les unes les autres, sont utilisées ici en fonction des problèmes qu'elles recouvrent, et non en tant que réalités parfaitement délimitées.

PARMI les différentes catégories de jeunes, on peut considérer comme essentielles, en termes sociologiques, celles des jeunes ruraux, de la jeunesse des villes, de la jeunesse non scolarisée, des écoliers, des jeunes ouvriers et des étudiants — classification, au demeurant sommaire, qui ne rend pas compte des différences multiples qui existent entre les pays, et à l'intérieur de chaque groupe ; les aspirations, les besoins et les attitudes de la jeunesse, ainsi que les mesures qu'ils appellent variant de cas en cas.

■ La jeunesse rurale, qui constitue encore à l'échelle mondiale, la catégorie la plus nombreuse, se trouve dans une situation ambiguë lorsque, en dépit de l'importance de son rôle au sein des économies de type rural, les structures traditionnelles et les effets d'un chômage partiel ou latent l'empêchent d'intervenir en tant que groupe social cohérent dans le processus du développement.

■ La jeunesse urbaine, notamment la jeunesse pauvre des villes, dont l'exode rural vient constamment grossir les rangs, est parfois sous-employée ou en chômage. Non intégrés à un contexte socio-culturel qui leur reste étranger, réduits à vivre d'expédients, en marge de la société, aux confins de la délinquance, nombre de ses éléments sont souvent en proie à un mécontentement ou à un malaise profonds.

■ La jeunesse non scolarisée constitue une catégorie numériquement très importante puisque, vers 1962, on estimait à 146 millions, dans le monde, le nombre des jeunes analphabètes âgés de 15 à 24 ans. Ainsi, en Afrique, le taux d'analphabétisme est de 46 % pour les enfants de 10 à 14 ans, de 51 % pour les adolescents de 15 à 19 ans et de 64 % pour les jeunes de 20 à 24 ans. En Asie, on compte environ 50 millions d'analphabètes entre 10 et 14 ans, 42 millions entre 15 et 19 ans et 44 millions entre 20 et 24 ans.

La privation d'instruction et le maintien dans un état de frustration sociale, civique et économique entravent l'éclosion normale de personnalités riches et diversifiées à l'infini ; en outre, ces jeunes qui, dans d'autres conditions, pourraient constituer un potentiel, un réservoir de forces susceptibles d'être mises au service de la croissance économique, sont condamnés à constituer un frein au développement.

■ La jeunesse ouvrière, dont les effectifs augmentent sans cesse et dont des couches importantes éprouvent un sentiment d'insécurité en présence des transformations apportées au travail industriel par le progrès des techniques, compte parmi ses préoccupations essentielles l'orientation, la formation, la mobilité, les garanties contre le chômage.

■ Les écoliers — catégorie très nombreuse, les effectifs scolaires ayant presque doublé en quinze ans, de 222 millions en 1950-1951 à 413 millions en 1965-1966 — ont de nos jours des possiblités de développement intellectuel beaucoup plus précoces que leurs devanciers ; en outre, ils sont en mesure de s'assimiler plus aisément aux courants sociaux et civiques qui animent leur entourage. Il n'est pas étonant, dans ces conditions, de les voir s'associer aux étudiants et même, dans certains pays en voie de développement, jouer un rôle comparable à celui de ces derniers.

■ Les étudiants constituent une catégorie en rapide expansion, la plus avancée à maints égards. De 1960 à 1965, le nombre des étudiants dans le monde est passé de 11 174 000 à 16 015 000, soit un accroissement de 61 %. Sous le double aspect quantitatif et qualitatif, la jeunesse universitaire, partout où elle est présente, constitue un poids et exerce une influence considérables.

Dans les pays industrialisés, le nombre des éléments issus de certaines couches populaires accédant à l'université commence à augmenter, tandis que se développe de même le recrutement universitaire au sein des couches moyennes ; dans les pays en voie de développement, la décolonisation et le mouvement de promotion sociale ont pour effet de grossir les effectifs de la population étudiante.

Considérée dans son ensemble, la vaste masse humaine que constitue la jeunesse revêt peu à peu les caractéristiques d'un groupe social déterminé bien que multiforme, doté d'un dynamisme propre, dont les effets s'exercent de façon distincte sur la transformation des sociétés.

Une place nouvelle dans un monde nouveau. En plus des éléments quantitatifs, de nombreuses transformations sociales affectent la vie, le rôle et la situation des jeunes.

Tout d'abord les transformations intervenues dans les structures familiales. La séparation des enfants d'avec leur famille est de plus en plus précoce. Le besoin d'indépendance des jeunes à l'égard des parents est un phénomène communément observé dans toutes les sociétés.

De même le dépérissement des structures de communautés traditionnelles. Celles-ci étant mal adaptées aux processus de développement technique et économique, la nécessité s'impose d'émanciper les jeunes, naturellement ouverts aux innovations, de la tutelle des anciens et de leur donner les moyens d'exercer des activités autonomes.

D'autre part, l'évolution des institutions, des mœurs et des conditions économiques fait qu'une grande partie des jeunes des générations actuelles entrent plus tardivement que leurs aînés dans la vie active. Il est possible que ce soit là un progrès, mais cette attente prolongée tend à isoler les jeunes au sein de la société en les maintenant dans une situation où, du fait même qu'ils sont exemptés des devoirs essentiels de la vie d'adulte, ils se voient refuser pour une large part les droits et les responsabilités qui y sont attachés.

MAIS rien, sans doute, n'agit plus profondément sur les jeunes que les effets du développement scientifique et technique, de l'urbanisation, de la modernisation des conditions de vie et des moyens de communication.

Autant de déséquilibres qui introduisent dans la vie des jeunes des facteurs de désorganisations, tout en leur donnant l'occasion de s'affirmer. Le monde moderne réserve aux jeunes une place d'une dimension nouvelle, tant en considération de la force numérique de la jeunesse qu'en raison du rôle spécifique qu'elle est capable de jouer dans les transformations qu'exige la poursuite du développement.

Les conflits. Le conflit le plus fondamental qu'engendre l'avènement de la jeunesse au rang de collectivité constituée et distincte, tient apparemment à la volonté qu'ont les jeunes d'obtenir, dans la société, la situation et la considération auxquelles ils estiment avoir droit. Il s'observe dans les universités et dans les écoles, à l'usine et au village, comme dans les institutions conçues pour les jeunes, mais souvent dirigées par des adultes.

Fréquemment cette exigence se heurte à la tendance qu'a le monde adulte à considérer que la jeunesse est « en attente » aux portes de la société, et qu'elle ne saurait, avant de les avoir franchies, prétendre à l'exercice de nombreux droits qui lui sont directement ou obliquement refusés, sans que cela empêche cette même société

SUITE PAGE 8

Photo Unesco - Dominique Roger

Un peu partout dans le monde, la jeunesse, qu'elle soit rurale, ouvrière ou universitaire, proteste contre des situations qui ne la satisfont pas. Sur nos deux photos, des manifestations d'étudiants. Ci-dessous, à Tokyo, au Japon ; ci-dessus, à Lima, au Pérou.

Photo © H W Silvester - Rapho

Sclérose et bureaucratie soulèvent la même protestation

de la mettre à contribution civique quand besoin est.

Un autre conflit, d'ordre intellectuel et moral, tend à séparer chaque jour davantage les jeunes des adultes. La jeunesse, que les moyens modernes de communication mettent à même de connaître les différentes cultures sans considération de frontières, semble s'être constitué, à l'échelle mondiale, une sorte de culture internationale, spécifiquement « jeune », qui s'oppose à la culture adulte, encore enfermée dans les schèmes traditionnels.

D'où une antinomie d'opinions, de mœurs, de comportements, de principes éthiques, qui touche aux fondement mêmes de la société moderne et pose des problèmes dont la gravité est ressentie de part et d'autre avec acuité et qui sont, peut-être, les plus difficiles à résoudre dans les circonstances habituelles.

Sur ce plan, il est intéressant d'observer que la question de la politique de solidarité internationale est un point où les divergences s'accusent de plus en plus nettement. De nombreux jeunes s'étonnent que le progrès technique, d'une ampleur sans précédent, n'aille pas de pair avec l'établissement de la paix et la justice sur la terre, qu'il contribue si peu au mieux-être des deux tiers sous-développés de l'humanité. Une forme de solidarité internationale jeune s'affirme. Les manifestations et les prises de position des jeunes contre les guerres, contre les injustices subies, où que ce soit dans le monde, se multiplient.

A cet égard, il conviendrait de déterminer la force relative de cette solidarité internationale jeune, d'une part, et de certaines manifestations de nationalisme auxquels beaucoup de jeunes n'échappent pas plus que leurs aînés, d'autre part. Tel est le fait nouveau qui confère une dimension nouvelle au problème des conflits de générations.

Barrières et formations arbitraires. Si l'on ne peut mettre en doute la fonction éminemment positive de l'éducation, divers pédagogues et psychologues ont exprimé des doutes sur la valeur de certaines pratiques éducatives. C'est ainsi que, dès le premier âge, le souci de préparer l'enfant à s'insérer dans la société conduit des parents à user à son égard de certaines méthodes d'interventions pour lui inculquer les règles de l'ordre public. Puis vient l'école, où il est soumis à d'autres modes de formation, conçus parfois pour l'empêcher de « nuire » à la société tant qu'il n'y est pas parfaitement intégré.

Les adultes, lors même qu'ils témoignent de compréhension à l'égard des enfants, se refusent assez souvent à admettre qu'ils puissent avoir une existence collective, entre eux et pour eux et, au lieu de faciliter la création d'une société jeune, s'y opposent par différents moyens : la discipline, les punitions, la compétition, l'appel à l'amour-propre et d'autres moyens visent à obliger l'enfant à se conformer à la société adulte.

Des pratiques semblables se retrouvent dans les clubs et les organisations créés pour les jeunes, où l'on tend souvent à leur imposer la culture adulte ; au régiment, où la discipline a pour objet « la formation du caractère » ; dans les mouvements de jeunesse, où l'appel fait à la générosité et au patriotisme des jeunes est parfois dicté par la nécessité de se servir de la jeunesse plutôt que de la servir.

LE sentiment d'être « manipulé » et l'attitude de refus qu'ils y opposent apparaissent fréquemment chez les jeunes comme une **réaction** contre l'autorité, l'emprise ou l'influence que cherchent à exercer sur eux, en plus de leurs maîtres, les institutions sociales et culturelles, les formations politiques, le commerce. Soupçon à bien des égards injustifié, mais réaction assurément fort compréhensible, toutefois, dans des situations de décadence ou de corruption sociale et politique ou face à l'inertie ou à la sclérose de systèmes d'enseignement.

Une réaction analogue peut être opposée par les jeunes à la tendance qu'ont parfois les « autorités » et les « gens en place » à réfréner et rabaisser tout ce qui, dans les systèmes de valeurs propres aux adolescents, va à l'encontre de la tendance contemporaine à une centralisation, une organisation, une rationalisation toujours plus poussée : spontanéité, attitude d'irresponsabilité délibérée, idéalisme, refus de tout encadrement, méfiance à l'égard des solutions rationnelles, dès lors qu'elles s'appliquent à l'humain.

Aux manipulations arbitraires à l'égard des jeunes se substitue parfois l'utilisation du mythe de la jeunesse à des fins politiques ou commerciales. C'est le cas de certaines grandes organisations commerciales qui, dès qu'elles ont découvert l'importance économique d'un « marché jeune », ont développé systématiquement et massivement la production de marchandises — magazines, disques, vêtements, spectacles — conçues spécialement pour les jeunes et ont mis en œuvre à leur intention des méthodes de conditionnement qui ne facilitent pas leur émancipation.

Les formes de contestation. Il importe de prêter intérêt, sans en négliger aucune, à toutes les formes de contestation et de revendication juvéniles — qu'elles soient violentes ou pacifiques, de prime abord justifiées ou apparemment peu valables, ouvertes ou dissimulées.

S'agissant de la jeunesse des pays en voie de développement, par exemple, qui cherche sa voie entre le traditionalisme ancestral et la civilisation moderne, la migration vers les villes est certainement commandée par les transformations économiques, mais ne faut-il pas y voir aussi, de la part de cette jeunesse qui renonce à faire fructifier la terre de ses ancêtres, une forme de protestation ?

Dans un grand nombre de pays, des transformations socio-économiques radicales et profondes, de type socialiste ou autre, se sont opérées, soit à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, soit dans le processus de décolonisation. Or maintes espérances de progrès économique, social, culturel et surtout de transformation structurelle se sont heurtées à des difficultés, ont pâti de lenteurs d'exécution.

La contestation des jeunes est souvent alors le reflet de cette situation, plus particulièrement de la tension qui existe entre ceux qui ont combattu pour l'indépendance et ceux qui n'ont pas participé à cette lutte. Elle vise à rapprocher les « faits » des « promesses », les réalisations des idéaux, en même temps qu'à secouer l'inertie, à dénoncer la lenteur et les habitudes bureaucratiques des adultes.

DANS de nombreux pays, les jeunes, en rébellion plus ou moins déclarée, ont manifesté leur réprobation de la ségrégation raciale et des discriminations linguistiques, protesté contre le paternalisme dont ils sont l'objet et les conditions de vie qui leur sont faites ; ils se sont insurgés contre le conformisme social, ont dénoncé les mythes de « la production pour la production », de la « consommation pour la consommation ».

Particulièrement spectaculaires sont les formes de contestation qui se sont rapidement développées, au cours de ces dernières années, dans les sociétés industrialisées, d'où elles ont gagné peu à peu les grandes villes des pays en voie de développement. Les chansons des « copains » ou les chansons contre la guerre, les cheveux longs ou la façon bizarre de s'habiller, la liberté sexuelle ou la pratique des drogues, les blousons noirs, les teddy-boys, les vitelloni, les halbstarken, les houligans, les yakusan, les stiliagues, les anderumpter, les beatniks, les hippies, les provos ou autres groupes désignés par des néologismes imagés : tout ceci n'est-il pas comportement d'évasion, d'isolement, d'aliénation d'une partie de la jeunesse ?

Si différents qu'ils puissent être dans leurs formes, tous ces phénomènes ont, semble-t-il, ceci de commun qu'ils attestent le rejet, par une partie

de la jeunesse, des normes de la société actuelle.

L'attention du grand public a été sollicitée, depuis une quinzaine d'années, par le problème de la délinquance juvénile, à laquelle on a attribué, à juste titre, des causes multiples (manque de logements, sous-emploi, chômage, éducation non adaptée, influence du cinéma et d'une certaine presse, etc.), mais en refusant souvent d'y voir aussi un phénomène collectif résultant de la crise d'inadaptation dont souffre la jeunesse et un symptôme de l'inquiétude dont souffrent les jeunes et de la violence ouverte qu'ils sont tentés d'exercer contre la société.

LE mouvement de révolte des étudiants n'est que la plus récente forme de contestation. Ses modes d'expression et ses thèmes peuvent être très différents dans un pays hautement industrialisé ou dans un pays en voie de développement, selon qu'il se déroule en Asie, en Afrique, en Europe ou en Amérique latine, ainsi qu'en fonction de la structure socio-économique de chaque pays en particulier ; mais son extension et sa multiplicité ont montré l'extrême inquiétude qui habite la jeunesse étudiante à travers le monde. Rien qu'au cours de l'année scolaire 1967-1968 des révoltes, protestations et manifestations estudiantines (d'ampleur et de caractère certes différents) ont eu lieu dans des dizaines de pays à travers le monde.

A côté des revendications de caractère général ou socio-politique, de nombreux groupes d'étudiants ont manifesté leur désir de réformer l'enseignement universitaire et de restructurer l'université. Ils exigent de participer à la formation qu'ils reçoivent ; ils demandent qu'on efface les barrières artificielles entre la fonction d'étudiant et celle de professeur : tous doivent prendre une part active au processus d'enseignement, chacun devenant éduquant-éduqué ; ils insistent pour que le contenu de l'éducation universitaire soit modifié afin que l'enseignement prenne davantage en considération les préoccupations réelles de la jeunesse dans tous les domaines : culturel, personnel, social, politique et professionnel.

Partant de la critique de l'université, ils aboutissent dans bien des cas à la notion d' « université critique ». Enfin ils réclament des transformations du style de vie de l'université.

Qu'il s'agisse d'étudiants, d'écoliers, de jeunes ouvriers ou de jeunes ruraux, une partie croissante de la jeunesse ressent un malaise. Ils souhaitent « des rapports humains plus francs, plus libres, plus fraternels que ceux que nous leur offrons ». Ils craignent que « l'ordre national et international dans lequel on les pousse à entrer ne comporte de graves injustices dont ils n'entendent pas se faire les complices ».

Photo Unesco - A. Tessore

Ci-dessous, un étudiant de l'Université de San Francisco s'explique devant ses professeurs sur les revendications de son groupe. En bas, des jeunes, à Paris, cherchent à convaincre un homme mûr de la nécessité de leur protestation active. Ci-dessus, statufié dans sa respectabilité et son confort intellectuel « Monsieur Jacques », incarnation de l'adulte conventionnel (œuvre du sculpteur L.O. Wenckenback) semble rêver, dans une rue de Rotterdam, aux époques où les « provos » n'étaient pas nés.

Photo © Look Magazine

Photo © Claude Raymond dit Yvon - Snark International

De la contestation au dialogue

Pour affirmer qu'ils prennent leurs distances à l'égard des valeurs traditionnelles de la société établie, les jeunes témoignent souvent une facétieuse irrévérence aux personnages historiques que glorifie la conscience nationale, ce qui souvent choque et bouleverse les adultes.
Ici, manifestation à Chicago, autour de la statue équestre du général Ulysse Grant, qui assura la victoire des Fédéraux pendant la guerre de Sécession et devint Président des Etats-Unis de 1868 à 1875.

Photo © Charles Harbutt - Magnum

NOMBRE de jeunes restent résolument en marge de l'activité sociale et semblent fort peu s'y intéresser ; toutefois, dans leur immense majorité, ils aspirent à prendre plus clairement conscience des problèmes de la société et à contribuer à leur solution dans le sens de leurs idées et de leur vision du monde. Ils manifestent ainsi précocement une tendance à l'émancipation, cette émancipation étant conçue par eux non pas comme une accession réelle à l'état d'adulte, mais comme un moyen de devenir, quant aux droits et aux libertés, les égaux des adultes, tout en restant eux-mêmes.

Cette tendance avait déjà été soulignée par la Conférence internationale sur la jeunesse, organisée par l'Unesco à Grenoble (France), en août 1964. « On est appelé à intégrer les jeunes dans la société et à les considérer comme des jeunes adultes et non comme des enfants en croissance. Cette jeunesse doit, en effet, prendre des responsabilités et il faut lui faciliter cette transition. »

La nécessité de cette participation des jeunes à la vie publique est de plus en plus largement reconnue. Dans certains cas, elle se réalise plus ou moins effectivement, selon les institutions et les niveaux, dans des systèmes d'autogestion ou de cogestion, au sein des administrations locales de certains pays, parfois même dans les communautés rurales traditionnelles, dans les coopératives, dans des organismes consultatifs, etc.

Les attitudes des jeunes à l'égard d'une participation active à la vie publique sont fort diverses. Tantôt ils revendiquent une participation plus étendue et plus effective au sein des structures existantes, qu'ils s'efforcent de rendre plus efficaces et plus démocratiques ; tantôt, lors même que l'occasion leur en est offerte, ils refusent de participer, de s'intégrer à « l'ordre ancien », dans l'idée que cela affaiblirait leur dynamisme et leur influence en tant que groupe de contestation.

S'il est vrai qu'un dialogue permanent avec les jeunes est nécessaire, il est vrai aussi que le dialogue ne peut être fructueux que s'il peut influer sur les centres de décisions, et parfois les jeunes considèrent que la tolérance des discussions dissimule une intolérance foncière dans la décision.

Participation des jeunes à la solution de leurs problèmes. — De plus en plus fréquemment, les écoliers, à partir d'un certain âge, les étudiants surtout, demandent, parmi tant d'autres revendications, à participer à l'enseignement qu'ils reçoivent, à l'élaboration de nouvelles structures universitaires ou scolaires, à la mise en œuvre des procédés de sélection ou d'examen.

Il ne semble pas s'agir, même dans l'esprit des éléments extrêmes, de substituer l'autorité des étudiants à l'autorité des maîtres, mais d'arriver à une discussion sans complexes, à une communication plus simple et plus humaine. Cette participation consciente et responsable s'élargit à la cogestion non seulement des cités universitaires, mais aussi des cantines, des dortoirs et de la discipline en général dans les écoles et les collèges.

Ce qui est vrai pour les écoliers et

les étudiants s'applique également à de nombreux jeunes ouvriers désireux de participer à leur formation professionnelle, à l'acquisition des connaissances et des attitudes nécessaires pour être doté de la « mobilité » requise par la modernisation de l'industrie, à la protection et à l'organisation du travail, à l'aménagement des loisirs.

Pour les jeunes ruraux, la participation aux coopératives, aux clubs de jeunes agriculteurs, aux institutions aptes à sauvegarder leurs raisons d'être en leur assurant un rôle digne d'eux dans la modernisation de l'agriculture, peut être à la base de la consolidation et du rajeunissement des communautés rurales.

Plus vigoureuse encore, sur ce plan, est la fréquente exigence des jeunes à l'égard des multiples institutions et organisations de jeunesse où ils veulent se voir conférer plus de responsabilités et de possibilités d'action directe. Les jeunes disposent de lieux de réunion de plus en plus nombreux : foyers, clubs, maisons de jeunes, que l'Etat ou les organisations d'adultes ouvrent à leur intention.

Mais, dans la mesure où clubs et foyers ne sont pas vraiment leurs, ils préfèrent d'autres lieux de rencontre, tels que cafés ou bals de leur choix, qui leur donnent liberté d'évasion et d'échanges. Un peu partout, plus ou moins obscurément, ils aspirent à l'autogestion des centres qui leur sont destinés.

Enfin, pour contribuer à la solution de leurs propres problèmes, les jeunes demandent à vivre leur vie de façon autonome, dans le loisir et par le loisir. Qu'il s'agisse de sports ou d'activités culturelles, de vacances ou de voyages, les jeunes veulent trouver leurs moyens d'expression et d'épanouissement dans des activités librement choisies et directement organisées par eux-mêmes.

L'avènement d'une jeune solidarité internationale. — Il est indéniable qu'un nombre important de jeunes demeurent indifférents aux affaires du monde, renvoient dos à dos dans un égal mépris les adversaires en cas de conflits et ignorent l'existence des organisations internationales ; certains font montre, à l'égard de l'action des institutions du système des Nations Unies, d'un scepticisme particulier.

Toutefois, l'intérêt des jeunes pour les affaires mondiales se développe d'année en année. Il peut être considéré comme une conséquence de la crise planétaire : désagrégation des systèmes de valeurs dans les sociétés industrialisées, oppositions entre sociétés dotées de systèmes socio-économiques différents, dramatiques problèmes des pays en voie de développement, angoisse de la mort atomique... Tout cela semble à de très nombreux jeunes de plus en plus irrationnel et éveille en eux le besoin d'agir pour « changer le monde ». Apparemment, ils s'accommodent beaucoup plus mal que les adultes des tensions internationales, des conflits, des injustices du monde moderne. En dépit de l'existence de certains mouvements nationalistes parmi les jeunes, ceux-ci sont les partisans les plus généreux de la compréhension internationale.

Ces idées ne restent pas, pour eux,

SUITE PAGE 12

La paix et le droit ne sauraient être de vains mots

théoriques : les protestations contre les guerres se multiplient et se renforcent ; les mouvements de volontaires se sont développés rapidement durant ces dernières années au point qu'actuellement l'offre, à cet égard, est largement supérieur à la demande ; les organisations de jeunesse cherchent de plus en plus à coopérer avec les institutions internationales et leur adhésion aux programmes de ces dernières est souvent massive et enthousiaste : ainsi les programmes de lutte contre l'analphabétisme et contre la faim, les campagnes de solidarité après des catastrophes naturelles rencontrent chez les jeunes un solide soutien. Enfin, il est certain que les réseaux d'échanges permanents entre jeunes ont favorisé l'avènement d'une nouvelle solidarité de la jeunesse à l'échelle internationale.

Les jeunes offrent et réclament de participer à la solidarité internationale pour bâtir un monde dans lequel les droits de l'homme, la paix et la fraternité ne s'inscriront plus seulement dans des « chartes », mais s'incarneront dans des modes de vie et d'action.

Certes, les activités des jeunes sur ce plan reflètent à leur manière les incompréhensions, les tensions et les contradictions présentes de la vie internationale, mais partout la jeunesse est très proche des principes et des idéaux que la communauté mondiale ne cesse de proclamer, trop souvent en vain.

Les organisations de jeunes entendent participer davantage non seulement à la mise en œuvre, mais aussi à l'élaboration des programmes des organisations internationales. Or, la possibilité ne leur en est pas encore réellement donnée. Il importe que les organisations internationales tiennent compte de cette aspiration et fassent aux jeunes une plus grande place, car il est certain que le renforcement de leur action dans le monde dépend pour beaucoup de l'adhésion et de la participation de la jeunesse.

Interprétations diverses du malaise. — Certains ne voient « rien de nouveau » dans les manifestations actuelles de la jeunesse, lesquelles ne seraient, selon eux, qu'un cas particulier du problème qu'ont toujours posé, au long de l'histoire, et que poseront toujours les conflits de génération et l'inadaptation des jeunes.

D'autres reprochent aux jeunes de céder trop aisément aux impulsions violentes, sans savoir à quoi cela peut mener, ni où ils souhaiteraient aller. Lorsque les jeunes rejettent le paternalisme, certains les taxent de présomption, d'intolérance et d'incompétence. Lorsqu'ils partent en guerre contre la technocratie, on leur rétorque volontiers qu'ils sont, eux, fort sensibles au verbalisme. Lorsqu'ils s'en prennent aux conformismes et aux gens en place, on affirme qu'ils n'ont pas le sens des choses sérieuses, qu'ils sont irresponsables et futiles. Lorsqu'ils dénoncent l'action aliénante et avilissante du mercantilisme, on ne veut voir là qu'inconséquence d'enfants gâtés dans leur répudiation de la « société d'abondance ».

A l'un des pôles de l'opinion, on n'est finalement pas loin d'affirmer que le malaise des jeunes est « artificiel », que leur révolte n'est pas authentiquement dictée de l'intérieur, par leur condition et leurs aspirations propres.

Une autre attitude consiste à considérer le mouvement de la jeunesse comme un phénomène isolé, qui aurait ses lois propres, hors du contexte social global. Cette façon de voir cadre mal avec le fait qu'il a été plus évident que jamais, dans ces dernières années, que les jeunes, comme les adultes, ne se rangent pas tous « dans le même camp », qu'ils peuvent tout à la fois être en opposition avec le corps social dont ils sont issus et se conformer à lui, qu'ils cherchent et trouvent des alliés ou des remparts dans les autres groupes sociaux sur les conduites desquels, à leur tour, ils s'alignent.

Il semble que jeunes et adultes aient, dans une large mesure, partie indissolublement liée et qu'au-delà d'apparences superficielles, la réalité contemporaine ne réponde pas aux vieux schémas de la « lutte des fils contre les pères ».

Il n'empêche que les formes et l'ampleur du mouvement de la jeunesse étonnent beaucoup d'adultes. Après coup, on se reproche de n'avoir pas prêté assez d'attention aux jeunes et à leurs revendications ; on se penche avec sérieux sur les causes de leur mécontentement et l'on tente de répondre loyalement à leur contestation.

On reconnaît alors que la jeunesse de notre temps contribue à dégager de nouvelles valeurs morales et sociales, qu'elle a raison de mettre à nu les tares, les maux et les bassesses d'une civilisation qu'elle refuse d'accepter telle quelle, qu'elle apporte des comportements nouveaux à maints égards salubres, qu'elle aide à donner de nouvelles expressions au refus de structures sociales et politiques périmées, qu'il faut, en particulier, repenser et rénover avec elle les systèmes éducatifs.

A l'extrême, il se trouve des adeptes déclarés du « pouvoir étudiant », qui voient dans la jeunesse le « juge infaillible » des déformations intellectuelles et des iniquités sociales et lui décernent un brevet de « progressivité absolue ». Le plus clair résultat de ce zèle est, en nourrissant les préventions contre l'avant-gardisme juvénile, de susciter chez beaucoup d'adultes, à l'égard des aspects réels du mouvement des jeunes, des réactions de méfiance ou d'hostilité qui n'auraient pas lieu d'exister.

Accident de parcours ou crise profonde de la société. — Telles sont les explications tour à tour données aux phénomènes actuels. On souligne, par exemple, l'inadaptation d'institutions traditionnelles anachroniques aux nécessités de la modernisation créant des tensions dont les explosions observées sont la manifestation — manifestation bienvenue dans la mesure où elle conduira à des réformes qui, en remédiant aux causes, en supprimeront les effets. Dans cette optique, des phénomènes tels que le refus, le sentiment d'aliénation ou la révolte des jeunes pourraient, sur un plan plus général, être assimilés aux soubresauts qui accompagnent nécessairement le passage d'une société à une autre : en l'occurrence, la transition de sociétés préindustrielles à des sociétés industrielles fondées sur la rationalité.

On peut aussi penser qu'il s'agit d'un phénomène d'exaspération passagère où se manifestent des traits de caractère typiquement juvéniles comme la turbulence, la naïveté, l'utopisme ; ou bien, plus simplement encore, la tournure plus ou moins sérieuse que peuvent prendre les événements ne tient pas à l'existence objective des problèmes que l'on se plaît à invoquer, mais à la candeur et à l'ignorance d'une certaine jeunesse.

En revanche, certaines hypothèses qui s'accordent à diagnostiquer une crise dans ou de la société, diffèrent considérablement quant à la nature des causes : crise d'intégration de la jeunesse dans le cadre des sociétés modernes ; urgence de telle ou telle mutation dans les différents types de société ; nécessité de rompre avec le

conservatisme dans telle ou telle situation ; crise de la « société de consommation » ; crise des modes de vie, des valeurs établies, de la civilisation.

Dans ces perspectives, on admet implicitement que la jeunesse est particulièrement sensible aux maux de la société. Et cette notion d'une jeunesse lucide dans un monde vieilli et aveugle est l'axe de l'hypothèse la plus dramatique : la phase actuelle serait, pour le monde, le prélude soit d'une inéluctable agonie, soit d'une nouvelle naissance.

Pour ce qui est des dimensions nationales ou internationales de la crise de la jeunesse, les interprétations varient entre deux thèses fondamentales.

La première est qu'en raison de la nature essentiellement nationale du phénomène jeunesse, les problèmes sont si différents selon les pays qu'il n'y a entre eux ni similitude, ni analogie, ni corrélation ; la seconde consiste à affirmer, au contraire, qu'il s'agit d'un phénomène général, dont l'université se fonde sur le sentiment, obscurément éprouvé par les jeunes de partout, de la crise de l'humanité livrée au chaos et à la menace et sur une culture juvénile en fait internationale, qui facilite la perméabilité et la contagion entre les différents mouvements de jeunes.

Tout en reconnaissant l'importance qu'il y a à remarquer les différences qui existent entre les situations, les idéaux, les objectifs, les revendications et les méthodes des jeunes des différents pays, il est difficilement contestable qu'il existe, sur ce plan, des ressemblances et des dénominateurs communs entre des actions et des phénomènes éloignés dans l'espace et apparemment distincts. C'est là un aspect particulièrement intéressant pour les organisations internationales.

Pour résoudre la crise, trois tendances. Dans un nombre croissant de pays, des efforts se poursuivent en vue d'étendre les mesures pratiques en faveur de la jeunesse, créer une infrastructure adaptée aux besoins des jeunes et développer les activités organisées par la jeunesse elle-même et ses organisations. Dans les circonstances présentes, cependant, force est de se demander si les structures, les mesures et les activités existantes suffisent à répondre aux problèmes actuels, si, au rythme où vont les choses, elles suffisent à éviter qu'il n'y ait, au niveau des programmes et des approches pratiques, décalage entre les moyens et les besoins, les efforts et les problèmes.

Trois tendances différentes se font jour. La première est de créer des organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux chargés des problèmes de la jeunesse ; la deuxième est de développer ou d'intensifier l'auto-organisation des jeunes, dans le cadre d'institutions au service de la jeunesse et aptes à assurer son épanouissement ; la troisième est de développer et ramifier le réseau des activités commerciales visant à satisfaire les besoins des jeunes sur le plan des loisirs.

Sans cesse plus nombreux sont les pays qui ont entrepris d'élaborer une « politique de la jeunesse » comprenant un ensemble de mesures législatives, sociales, éducatives et financières.

Un courant novateur. De nombreux gouvernements ont pris ou favorisé, d'une part, des mesures à long terme, dont la réalisation ne va pas sans tâtonnements, d'autre part, des mesures d'urgence, avec tout ce qu'elles comportent d'improvisation. La relative inefficace de ces mesures tient soit à une méconnaissance des aspirations des jeunes, à l'insuffisance des liens noués avec les différents courants de la jeunesse, voire à des erreurs de conception, soit à la rigidité des structures créées ou, au contraire, à trop d'hésitations et de révisions, soit enfin à l'insuffisance des moyens matériels et financiers qui, dans beaucoup de cas, a été cause de précarité de médiocrité et de discontinuité.

Au nombre des mesures pratiques qui méritent une attention particulière, on peut citer : l'éducation scolaire ; les activités d'éducation extra-scolaires et les actions visant à favoriser l'engagement des jeunes au service du développement de leur pays ou de leur collectivité locale.

Au risque de redire des vérités premières, il convient d'insister sur le fait que l'enseignement scolaire et universitaire exerce sur les jeunes l'influence la plus générale et la plus profonde et qu'il bénéficie de la part des Etats des investissements financiers et intellectuels de loin les plus importants. L'éducation scolaire a connu ces dernières années à travers le monde un essor sans précédent, le taux d'accroissement de ces investissements ayant dépassé celui du revenu national.

Raison d'être et corollaire de ce développement, la démocratisation de l'éducation comporte des conséquences hautement bénéfiques en même temps qu'elle crée des problèmes nouveaux. L'essor de l'éducation scolaire et universitaire a stimulé les innovations pédagogiques, suscité des réformes administratives, fait naître des rapports nouveaux entre le « milieu » et l'école et provoqué un courant de rénovation méthodologique. Il est encourageant de constater que cette tendance ne cesse de s'affirmer grâce aux nombreux concours qu'elle inspire.

Dans le domaine des activités extra-scolaires, il faut souligner à la fois l'accroissement constant des activités, des institutions et des moyens matériels, et l'insuffisance et l'inefficacité relative des activités poursuivies. L'éducation extra-scolaire contribuera à la rénovation de l'enseignement, au rajeunissement de méthodes pédagogiques trop souvent archaïques, à la révision des programmes, dont le caractère encyclopédique, autoritaire et irréaliste est si fréquemment et si justement dénoncé par les jeunes.

En même temps que la jeunesse prend conscience de sa force, la société prend conscience de l'importance de la jeunesse dans la mesure même où l'accélération du développement nécessite la mobilisation de la masse des jeunes, qui constitue un capital humain indispensable. Pour se moderniser et soutenir la cadence de l'expansion économique, les pays se soucient donc d'y associer davantage les jeunes, plus perméables aux notions et aux techniques modernes et plus riches d'idées novatrices.

Par exemple, 28 pays (1), à notre connaissance, ont institué des services nationaux de la jeunesse pour le développement économique et social, qui recrutent pour un ou deux ans des jeunes disponibles entre la fin de leur adolescence et leur accession à la vie d'adulte.

D'autres pays, où les services de ce genre relèvent d'organismes privés, ont tenu à réglementer leur statut par l'adoption de dispositions législatives spéciales (2) de façon que leurs activités soient intégrées aux plans de développement. Ainsi se trouve officialisée, par exemple, l'action de la Compagnie des jeunes Canadiens, qui a pour but de soutenir et promouvoir la réalisation de programmes tendant au développement social, économique et collectif, ou, en Iran, celle

SUITE PAGE 14

(1) Afghanistan, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo (Brazzaville), République démocratique du Congo, Dahomey, Etats-Unis, Ghana, Haute-Volta, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Maroc, Niger, Ouganda, République arabe unie, Sénégal, Singapour, Tanzanie, Togo, Trinité et Tobago, Zambie.

(2) Argentine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Etats-Unis, El Salvador, Equateur, Ethiopie, Guatemala, Inde, Iran, Jamaïque, Népal, Panama, Pérou, Philippines, Thaïlande, Venezuela.

du Service éducatif et du Service sanitaire (tout deux fondés sur le volontariat), qui se sont donné pour tâche d'améliorer les conditions d'existence des populations rurales, ou encore celle des Volunteers in Service to America (VISTA), qui offre aux jeunes et aux moins jeunes la possibilité de contribuer à la réalisation de programmes sociaux axés sur les quartiers pauvres des villes, les districts ruraux les plus défavorisés et les réserves d'Indiens.

De véritables partenaires. On ne doit pas dissimuler, cependant, que dans les formes actuelles, l'appel ainsi fait au concours bénévole des jeunes tend souvent à les « utiliser », à leur imposer une obligation équivalant à une sorte de mobilisation, plus qu'à susciter chez eux l'expression d'un sens civique élevé, ou d'un libre esprit de solidarité, ou à faire d'eux les agents véritables d'un développement qui, pourtant, décide de leur avenir.

Ce n'est que dans la mesure où la jeunesse obtient le droit de donner son avis sur les projets de développement et leur orientation qu'elle devient un vrai partenaire, le résultat étant, non seulement qu'elle contribue avec d'autant plus d'ardeur à leur réalisation, mais encore que son intégration à la société globale s'en trouve grandement facilitée. En une telle matière, il ne s'agit pas d'user d'habileté à l'égard des jeunes mais de jeter les bases nouvelles d'une politique authentique de la jeunesse.

Or, les programmes concernant la jeunesse sont très souvent entrepris sans une véritable connaissance des jeunes, de leurs problèmes, de leurs comportements et des tendances qui les animent ; la raison en est qu'on néglige d'observer l'indispensable équilibre entre la réflexion et l'action, entre les mesures concrètes et l'investigation scientifique des situations et des questions.

D'autre part, la rigidité de certaines structures, ou le traditionalisme dans les activités destinées aux jeunes, parfois trop de lenteur ou même de la crainte face aux besoins et aux revendications des jeunes, ne permettent pas de réaliser une adaptation dynamique des institutions, enfermées dans des formes désuètes qui les rendent inefficaces.

Enfin et surtout, les politiques, les programmes et les approches pratiques dans ce domaine sont trop souvent conçus et réalisés **pour** les jeunes au lieu de l'être **pour, avec** et **par** les jeunes.

Ce n'est qu'en modifiant résolument cette attitude d'esprit qu'on peut espérer surmonter la crise actuelle.

Photo © Holmes-Lebel

La révolte des étudiants en France, en mai 1968, a eu des répercussions profondes non seulement en France mais dans toute l'Europe et ailleurs. Ici, jeune manifestant à Paris après une nuit agitée.

JEUNESSE EN COLÈRE

Nous présentons ici de très larges extraits de l'importante étude consacrée aux problèmes de la jeunesse européenne par Marcel Hicter, directeur général de la jeunesse et des loisirs au ministère belge de la Culture. Réalisée à la demande du Conseil de l'Europe, cette étude a été accueillie avec le plus vif intérêt par l'Assemblée consultative de ce Conseil, en septembre dernier à Strasbourg.

par Marcel Hicter

DEVANT les révoltes en cours, les adultes ne peuvent jouer l'hypocrisie de la surprise. Ils ont eu d'innombrables coups de semonce de la part des jeunes eux-mêmes.

Rares sont les pays industrialisés qui n'ont pas connu ces révoltes violentes et destructives : déjà en 1956, la Noël de Stockholm fut tragique ; on se demandait déjà comment ces jeunes du pays le plus économiquement avancé d'Europe avaient pu en arriver là. On a écrit des volumes pour expliquer l'ennui, par la satisfaction et l'absence de désirs, par le manque de moralité et de religion, par la trop grande liberté sexuelle, par la démission des parents, etc. Presque toutes les grandes villes ont suivi : en juin 1963, la place de la Nation à Paris vit 150 000 jeunes en proie au délire collectif sous l'excitation de leurs idoles.

L'industrie de l'exploitation des jeunes, source féconde de revenus, inventait une culture de la jeunesse et créait de véritables ghettos culturels : rejet du monde adulte et de toute tradition des valeurs ; désir de mobilité et de changement, modes vestimentaires changeantes et provocatrices, langages secrets, mœurs particulières, rites d'initiation, culte de la vitesse, de la violence, élimination des héros au profit des idoles (James Dean, West Side Story, etc.).

Les adultes se sentent étrangers à cette musique jeune, ces disques jeunes, habits jeunes, coiffures jeunes, allure jeune, cigarettes de jeunes, boisson de jeunes, etc. C'est l'invasion généralisée des stations de radio et de télévision. Il faut être « teen », ou croulant ou amorti. Tout cela fut évidemment l'œuvre d'adultes considérant uniquement les jeunes comme un marché et ce n'est pas sans honte qu'il faut constater que les premières enquêtes sur la jeunesse européenne ont été des études de marché.

Pendant ce temps, se développaient des mouvements plus complexes, plus intellectuels et artistiques tels que la remarquable floraison littéraire et théâtrale britannique connue sous le nom de « jeunes hommes en colère » qui étaient d'authentiques contestants de la société industrielle.

Aux U.S.A., d'origine universitaire et artistique, mais rapidement débordés par des suiveurs qui n'en gardaient que le laisser-aller vestimentaire, naissaient les Beatniks qui ont compté quelques très bons poètes et romanciers du refus, eux aussi.

C'est la Hollande qui a connu le mouvement le plus riche du point de vue sociologique : les provos — le provotariat qui fit école dans les pays voisins de façon assez pâle. Les provos ne rejetaient pas la société en bloc ; ils ne renonçaient pas à la modifier ; un des leurs se fit élire au Conseil municipal d'Amsterdam ; leur leader était un philosophe ; ils luttaient — eux aussi — contre la pollution de l'air et de l'eau ; ils tentaient d'assigner de nouvelles fonctions — plus sociales, plus humaines — à la police à qui on eût confié la garde des enfants ou l'animation de terrains de sports ; ils combattaient pour sauver des monuments et des sites ; mais surtout ils accusaient l'hypocrisie de la société adulte qui laisse des millions d'enfants périr de faim dans le monde mais construit des bombes atomiques et perpètre la guerre au Vietnam.

Cette guerre suscita à la fois la naissance de nombreux séminaires universitaires, qui par opposition, s'orientèrent vers d'innombrables interprétations de la pensée de Marx et, en même temps, de grandes manifestations nationales (Belgique) regroupant toutes les organisations de jeunesse pour organiser, soit des marches antiatomiques, soit des condamnations de la guerre du Vietnam.

L'université elle-même avait déjà plusieurs fois donné l'exemple de la contestation de la culture, de la société et de l'Université elle-même. On peut ici au moins évoquer la Révolution culturelle chinoise, on peut rappeler le mouvement de Strasbourg, qui fit l'objet d'études à Nanterre, et son manifeste *De la Misère...*

Il faut surtout signaler Berkeley (Californie), université de haute tradition intellectuelle ; elle présenta le premier type de contestation préfigurant les mouvements de 1968 à travers le monde. Robert Kennedy, dans un discours du 24 février 1967, à Philadelphie, analyse longuement le phénomène. Il cite l'interpellation du doyen des étudiants au Conseil de l'Université qui annonce ce qui va suivre et prouve déjà l'aspect international de la révolte universitaire.

« Nous avons demandé à être entendus. Vous avez refusé. Nous avons demandé la justice. Vous l'avez appelée anarchie. Nous avons demandé la liberté. Vous l'avez appelée licence. Plutôt que d'affronter la peur et le désespoir que vous avez créés, vous l'avez appelé communisme. Vous nous avez accusés de ne pas user des voies légales. Mais vous avez fermé ces voies. Vous, et non pas nous, avez bâti une Université fondée sur la méfiance et la malhonnêteté. »

Le phénomène des hippies est trop récent et présent à tous les esprits.

SUITE PAGE 16

MARCEL HICTER *est directeur général de la Jeunesse et des Loisirs au ministère belge de la Culture. Expert consultant à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur « La crise actuelle de la société européenne : un monde malade de sa jeunesse », il a, en tant que délégué de la Belgique, participé à la Conférence internationale sur la jeunesse, organisée par l'Unesco à Grenoble (France), en août 1964.*

Pourquoi feignons-nous de ne pas comprendre ?

Dans cette même Californie, établissant une analyse de la société d'abondance dont la plupart sont issus, des dizaines de milliers de jeunes quittent leurs familles pour vivre en République : la fleur, la non-violence, la sexualité, le pacifisme sont leurs mots d'ordre ; mais aussi le refus de l'action, de toute action, l'évasion à tout prix, le LSD et la marijuana.

Les adultes disposaient depuis une dizaine d'années d'une innombrable littérature et d'études de spécialistes sur la société industrielle, la société de consommation, la société de l'abondance, la civilisation des loisirs et de tentatives d'élucidation de ces problèmes.

Ils disposaient aussi, sous des formes diverses, de livres blancs et d'enquêtes sur la jeunesse.

Nous disposions enfin de recherches universitaires importantes sur la réforme nécessaire et urgente de l'Université. Les exemples célèbres sont les colloques de Caen et d'Amiens, en France, où les plus grands maîtres de l'Université française donnèrent eux-mêmes l'exemple de l'analyse, de l'autocritique et de la contestation. A Bruxelles aussi, ce sont les maîtres et les chercheurs qui déclenchèrent le mouvement étudiant. Il y a plus de dix ans que Jean Capelle, recteur de l'Université de Nancy, lançait en France sa formule si souvent reprise : les programmes démentiels. Pourquoi n'avons-nous pas compris ou feignons-nous de ne pas comprendre ?

Pour peu qu'on pousse l'analyse objective d'une situation fort complexe, il faut admettre que pour une part, c'est un conflit de générations ; c'est peut-être le premier des conflits violents entre jeunes et vieux que nous annoncent certains sociologues, comme destinés à remplacer la vieille lutte des classes. Il est un fait, en tout cas, aveuglant : l'approche des étudiants est essentiellement prospective ; la réaction des adultes naturellement conservatrice.

Nous vivons dans une société vieillissante où augmente sans cesse la proportion des vieux dans les parlements, les chaires universitaires, la haute administration, la direction des entreprises, la propriété industrielle, commerciale et agricole, les sièges de conseil d'administration, lesquels n'ont plus l'attaque mentale ou morale ou physique pour non seulement se tenir à jour, mais pour vivre et agir en fonction de l'avenir.

Mais les hommes de cinquante ans, eux non plus, ne sont pas naturellement prospectifs ; ils avaient vingt ans en 1940 ; beaucoup ont joué le jeu quotidien de la vie et de la mort ; ça fatigue ; beaucoup ont passé leur jeunesse dans les camps de concentration ; ça donne envie de rattraper toutes les jouissances ratées ; tous sont assez fiers d'avoir rebâti leur pays, leur maison, leurs écoles, leurs usines et d'avoir créé une société de confort généralisé — ce qui leur manqua le plus de vingt à trente ans — progressant chaque jour vers plus de bien-être et vers ce qu'ils appellent plus de justice sociale. Les Allemands (Rép. féd.) de 50 ans y ajoutent une fierté toute spéciale d'avoir installé sur la nuit et le brouillard la première vraie société démocratique que leur pays ait connue et qui dure depuis une génération ; une fierté toute spéciale d'avoir en vingt ans réintégré leur pays, à part entière, dans l'Europe.

Et voilà que leurs fils condamnent la société d'abondance, leur démocratie, leurs structures et l'Université qui n'est là que pour les préparer à être les cadres de cette société qui fait la fierté des pères quinquagénaires.

Essayons de comprendre.

La mondialisation de la culture. — Qu'est-ce qui a vraiment changé en une génération ? Sur quoi porte la mutation accélérée ?

En 1967, j'avais signalé la mondialisation de la culture et de la destinée des jeunes, citant le sociologue belge Henri Janne :

« Tout événement apparemment important ou susceptible de retenir l'attention est à l'instant diffusé et porté à la connaissance de centaines de millions d'hommes sur tous les points du globe. Aucun fait, où qu'il se produise, n'est sans conséquence pour les autres hommes : l'interdépendance économique est effective ; elle a des effets directs ou indirects sur chacun.

« Toute guerre, même périphérique ou marginale, tout trouble sérieux dans le monde, affecte l'équilibre, la sécurité, la liberté de tous les peuples, au moins potentiellement. Nous savons tout ce qui se passe dans le monde. L'image, le son, les mots apportent partout la connaissance de la vie des autres. Nous ne pouvons désormais ignorer la misère du Tiers-Monde et celui-ci contemple ce qui, pour lui, est la richesse, en trouvant sans doute en même temps dérisoires et odieux nos problèmes de répartition sociale.

« L'espèce humaine, pour la première fois dans l'histoire, prend conscience de son unité. Les problèmes qui se posent n'ont de sens qu'à son échelle, que par référence, non à l'homme comme abstraction, mais à l'humanité totale, présente, concrète, vivante. La nation, si grande soit-elle, est encore à l'échelle du canon, du char, du moteur à explosion, c'est-à-dire de ce que l'on dénomme si bien les armes conventionnelles. Nous sommes, en fait, à l'échelle du moteur à réaction, de la bombe H et des fusées, c'est-à-dire à l'échelle de l'humanité. »

Communication de masse et culture de masse. — Cette mondialisation de l'information se double d'une accélération des communications et d'une pénétration de ces informations jusqu'aux masses : nous sommes à l'ère des communications de masse et de la culture de masse.

Nous avons affaire à la première génération qui a, dès les premiers pas, grandi devant la télévision et on doit bien constater que si, pour la plupart d'entre nous, l'école a été la principale, sinon la seule, fenêtre ouverte sur le monde, pour eux, l'école n'apporte plus qu'une part réduite de leur acquit intellectuel.

Ils sont depuis l'enfance bombardés par une série d'images, de sonorités, d'informations atomisés, passent dans la même minute de la mort de Kennedy à une course automobile ou à

SUITE PAGE 18

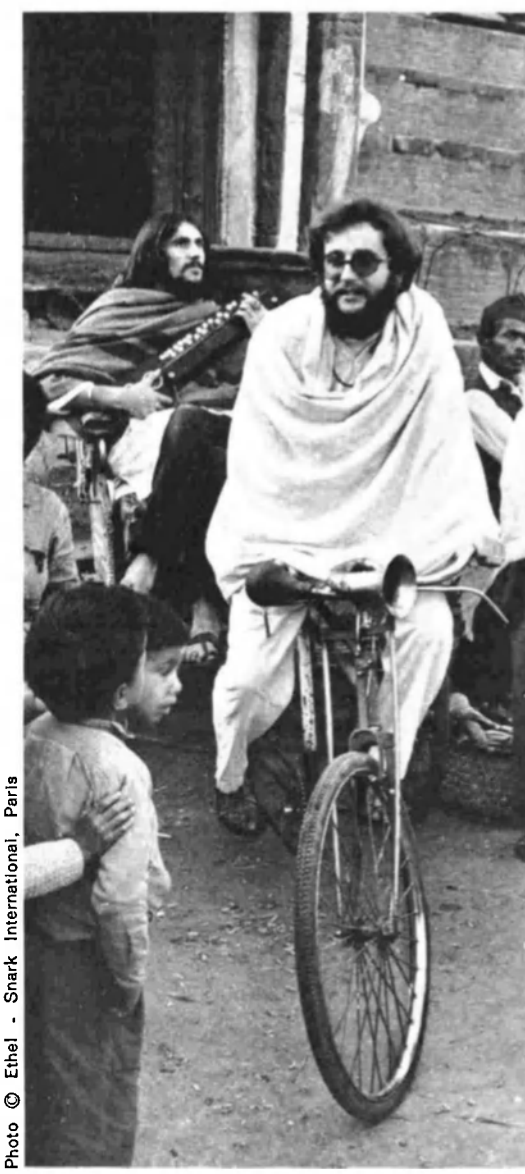


Photo © Ethel - Snark International, Paris

Photo © Jean Contenay - Snark International

Barbus et chevelus, grands voyageurs le plus souvent sans argent ni bagages, les « hippies » rêvent d'un monde pacifiste, non violent, où les richesses spirituelles l'emporteraient sur le profit matériel. A gauche, « hippies » à Katmandou, au Népal, un pays où ils recherchent volontiers, loin de la civilisation technicienne, autre chose. Ci-dessus, l'hostilité de la métropole verticale où s'empilent des hommes qui s'ignorent les uns les autres, au-dessus des embouteillages de la rue.

La fin de "la Galaxie Gutenberg"

un défilé folklorique. Ils subissent ce bombardement de connaissances parcellaires, non intégrées, non hiérarchisées, non structurées, non axées sur des valeurs ou des lignes de force. Ils ne savent ni l'analyse ni la synthèse.

Depuis quelques années, le professeur McLuhan, Britannique qui vit au Canada, sème la perturbation par ses considérations sur la fin de « la galaxie Gutenberg ». Il déclare que notre société, fondée sur l'écriture linéaire était nécessairement contrainte d'être une civilisation de l'œil et de la raison (il suffit de devoir écrire pour être contraint d'agencer ses idées), tandis que les communications de masse et tout spécialement la télévision nous font quitter l'ère de la raison pour voguer vers une nouvelle ère orale, tribale à dimension planétaire.

Tout se passe comme si entre les structures mentales des jeunes et ma structure mentale d'adulte, il n'y avait pas de différence de qualité mais de nature, entraînant l'impossibilité du dialogue faute de méthode commune de réflexion et de raisonnement. J'espère me tromper, mais je reste troublé par ces coïncidences.

Le conditionnement industriel des esprits. — Mais il y a, pour les adultes, tout aussi grave. Il faut lire H. Magnus Enzensberger (« Culture ou mise en condition ? ») et, plus spécialement, son étude sur le façonnement industriel des esprits. Ce phénomène social de la direction et du conditionnement industriel des consciences et des esprits est un produit des cent dernières années et qui connaît des développements rapides et multiples.

« Nous n'avons pas suffisamment conscience que le façonnement industriel des esprits n'a pas encore atteint son plein développement ; qu'il n'a pas pu encore se rendre maître de sa pièce essentielle, l'éducation. L'industrialisation de l'enseignement n'a commencé que de nos jours ; tandis que nous en sommes encore à discuter d'emplois du temps, de systèmes scolaires, du manque de professeurs et de la pleine utilisation des locaux, déjà se préparent les moyens techniques qui font de tout débat sur la réforme scolaire un anachronisme.

« Le façonnement industriel des esprits est aussi notoire en régime capitaliste qu'en régime communiste. Peu importe qu'il fonctionne sous direction étatique, publique ou privée : partout il s'agit de « perpétuer les rapports des forces existants, quelle que soit leur nature » ; il s'agit partout « d'inculquer une certaine façon de penser, afin de l'exploiter ». L'exploitation matérielle s'abrite derrière l'exploitation d'esprits devenus soit consentants soit inconscients. Il en résulte une misère morale, la perte des facultés politiques, des masses livrées à des minorités de plus en plus puissantes.

« Le rapide développement du façonnement industriel des esprits, son accession au rang d'instance de la société moderne, transforment le rôle social de l'intellectuel. Il se voit exposé à de nouveaux dangers et à de nouvelles éventualités. Il doit compter avec des tentatives de corruption et de chantage d'une espèce nouvelle et subtile. Volontairement ou non, il devient le complice d'une industrie dont le sort dépend de lui comme il dépend du sien, et dont la mission actuelle, qui est de cimenter le pouvoir établi, est incompatible avec la sienne. Nous sommes arrivés ici aux bords, sinon au cœur d'un monde de violence psychologique. »

Un monde de violence. — Cette violence qui nous cerne mérite qu'on s'en occupe, car elle porte un défi à la civilisation. Ce n'est pas que les hommes des autres âges ne l'aient connue. Pour beaucoup d'entre eux, elle était quotidienne. Mais pour nous, pour notre époque, au moment où la maîtrise de l'homme sur les forces de la nature s'affirme, où la science s'épanouit, où la recherche fulgure, où le respect de la vie nous est inculqué dès l'enfance, la violence est un scandale anachronique.

Le centre d'études de la civilisation contemporaine (Université de Nice) vient de publier les textes d'un colloque interdisciplinaire sous le titre « La violence dans le monde actuel » (Desclée de Brouwer, 1968) ; la table des matières fait angoisse : tensions et distorsions dans l'humanisme contemporain ; violence et morale ; terrorisme et violence psychologique ; théâtre, littérature, cinéma, télévision, conflits sociaux, Tiers Monde, Noirs américains, Seconde Guerre mondiale, armes nucléaires, violence internationale... Qu'il me suffise de citer ici quelques lignes de Jean Onimus qui

SUITE PAGE 20

Comme dans un kaléidoscope géant, toutes les images du monde, de la beauté à l'horreur, déferlent sur la jeunesse d'aujourd'hui, la première qui ait jamais grandi devant la télévision. Pour elle, l'image prime l'écrit. L'affectivité et le raisonnement en sont modifiés et certains sociologues voient dans les communications de masse la raison profonde des crises actuelles, celle d'un humanisme qui se cherche.

Photo © Collage Roman Cieslewicz - édition Mafia (Maimé Arnodin, Fayolle, International Associés)

NBC
SUPER

Photo © Asie Photo

JEUNESSE EN COLÈRE *(Suite)*

précisent l'aspect neuf de la violence :

« C'est paradoxalement, au cours des trente dernières années que la violence s'est déchaînée sous des formes particulièrement odieuses, atteignant un degré de cynisme et de raffinement digne des âges les plus cruels de l'histoire. Tortures, génocides scientifiquement organisés, persécutions de toute espèce, déplacements forcés et massifs de populations, écrasement par les puissants de peuples ou d'hommes sans défense, réveils du terrorisme sous ses formes les plus inhumaines, enfin menace atomique et tout ce qu'on appelle l'équilibre de la terreur.

« La violence monte comme une marée à l'horizon de l'avenir, elle fait peser sur l'euphorie du progrès, l'angoisse de la régression, voire d'une destruction totale. Bien mieux, les techniques elles-mêmes en se développant ont fait apparaître des formes nouvelles de brutalités physiques et morales : viol de consciences, lavage de cerveaux, manipulation des esprits, pressions de toutes sortes qui constituent une gigantesque entreprise d'aliénation et de profanation des libertés.

« Quand on songe aux tensions politiques, économiques, raciales, sociales qui s'exaspèrent sur une planète désormais consciente d'elle-même, quand on considère d'autre part la variété et la puissance des moyens de conquête et de coercition dont la science a doté les hommes, on se demande avec angoisse si le cercle de la violence n'est pas définitivement clos et si le recours à la conscience universelle sera jamais capable de le briser.

« Ces violences chaudes, brutales, évidentes ne sont pas les seules. Plus dangereuses, car moins visibles, sont les entreprises sournoises de dressage, de conditionnement qui, sous des apparences de douceur et en jouant habilement avec les motivations, tendent à enfermer les gens dans d'invisibles réseaux. L'individu, non averti, déconcerté par la complexité des situations, accablé par les sollicitations, attaqué simultanément dans ce qu'il a de plus bas et de plus élevé, dans son idéalisme comme dans ses instincts, n'est plus qu'un jouet passif d'autant plus brimé qu'il se croit plus libre.

« Cette forme intériorisée de la violence n'est presque pas sensible ; elle aliène bien plus profondément puisqu'elle surprend les consciences hors de leurs gardes et s'empare de leur bonne volonté. Il faut, pour se prémunir contre elle, une extrême vigilance et une sorte de défiance permanente qui ne sauraient être le fait de la plupart.

« Là réside sans doute, pour le proche avenir, la plus inquiétante menace ; contre les manifestations ouvertes de la violence, la réaction s'impose d'elle-même, mais la violence feutrée s'installe avec la connivence de ses victimes : on ne la décèle qu'aux avantages qu'elle apporte à ceux qui s'en servent. »

L'explosion démographique de la jeunesse et le climat des écoles, des universités. — L'explosion démographique de la jeunesse a des répercussions immédiates sur les budgets et l'équipement scolaires sans doute, mais aussi sur la vie même et sur le climat à l'intérieur des écoles. C'est ce qui vient de se passer à l'Université où les populations ont passé en une génération de 50 000 à 600 000 étudiants universitaires en France ou de 10 000 à 60 000 en Belgique.

Des universités qui comprennent 100 000 étudiants ne peuvent pas y

" Chaque civilisation a connu ses démons et ses anges. Mais ses démons n'étaient pas nécessairement milliardaires et producteurs de fictions. Tôt ou tard, l'usine de rêves vit de ses moyens les plus efficaces, qui sont le sexe et le sang."

André Malraux

organiser de vraies relations humaines entre étudiants et professeurs d'une part, entre étudiants, professeurs et administrateurs enfin.

A l'Université de Liège qui a subi une croissance démographique normale, le professeur Fernand Desonay signalait qu'en 1930 il y avait cinq étudiants en dernière année de philosophie et lettres, mais qu'au cours de sa dernière année d'enseignement, en 1965, il avait dû faire passer 1 384 examens qui, tous, étaient acculés à l'anonymat et au jeu de l'indifférence et du hasard.

Sartre écrivait récemment : « Nous étions 25 à l'Ecole normale supérieure — une promotion — nous n'étouffions pas parce que nous étions peu nombreux. On travaillait avec des instruments parfaits, entre soi. On pouvait discuter avec le professeur de l'école et il y avait des contestations perpétuelles, mais tout cela se passait dans une atmosphère de loisirs aristocratiques. Aujourd'hui, c'est complètement différent. Les étudiants sont devenus tellement nombreux qu'ils ne peuvent plus avoir avec les professeurs les rapports directs que nous avions autrefois. Il y a beaucoup d'étudiants qui ne voient même pas le professeur. Ils entendent seulement par l'intermédiaire d'un haut-parleur, un personnage totalement inhumain et inaccessible qui leur débite un cours dont ils ne comprennent absolument pas l'intérêt qu'il peut avoir pour eux. »

C'est surtout, à cause de l'explosion du nombre d'universitaires, la prise de conscience qui se communique des facultés de sciences humaines à toutes les autres, de la dépréciation du titre universitaire ; c'est la naissance d'un nouveau prolétariat chargé d'armes bien plus explosives que le prolétariat ouvrier pour la défense de ses intérêts et de son avenir.

Le destin du jeune universitaire contemporain n'est pas, logiquement, comme ce fut le cas pour son père, de devenir un des cadres dirigeants de la société.

Mais cet aspect-là, purement universitaire et très aigu comme on vient de le voir, ne doit pas nous faire oublier des considérations infiniment plus générales et qui dépassent les problèmes de la jeunesse aux études.

Robert Mandra, dans un court article paru dans l' « Education Nationale » (20 juin 1968), se demande si les causes des malaises de la jeunesse (accélération et transformation socio-économique, capitalisme, bureaucratie, inadaptation de l'enseignement, crise de l'adolescence, etc.) qui sont les causes traditionnelles dans la mesure où elles sont si violemment amplifiées, n'en arriveraient pas à ne plus produire les mêmes effets et si, comme en physique, un changement quantitatif ne provoquerait pas un changement qualitatif, si le gigantisme numérique n'entraînerait pas plutôt une mise en cause de la hiérarchie des problèmes humains.

Dans la société stable des siècles derniers, on aboutissait normalement à une conception chronologique de la hiérarchie des rôles : la connaissance était maturée par l'expérience et les responsabilités découlaient normalement du vieillissement.

Mais voilà qu'on en arrive à l'élimination du binôme « connaissances et expériences » au profit du binôme « connaissances et créativité » en politique, en sciences, en médecine, en technique ; la jeunesse du monde et son évolution donnent la priorité à l'invention, à l'innovation, aux solutions neuves au point qu'on pourrait presque dire que l'expérience du passé handicape l'adulte contemporain qui ressemble fort au fumeur « conservant soigneusement les allumettes qui se sont révélées bonnes ».

Dans ce monde où l'efficacité se situe de plus en plus entre 25 et 40 ans, où l'invention est le fait « des nouvelles vagues » dans presque tous les domaines, il nous va falloir révolutionner les rapports humains et trouver pour les plus de 50 ans, la possibilité de repli vers des fonctions de continuité et d'échéance à long terme.

Dans les pays où la jeunesse est numériquement si importante, ces problèmes ne peuvent plus être considérés comme des problèmes de minorité ; mais ce qui complique considérablement l'analyse, c'est que les transformations numériques se doublent de transformations biologiques, sociologiques et d'une transformation — peut-être — des structures mentales.

Vite grandis, pensent-ils moins ?

DANS les générations qui nous précèdent, le passage de l'enfance à l'âge adulte se faisait en quelques mois : il demande maintenant plus de dix ans. Cette longue adolescence permet aux jeunes d'affronter des systèmes normatifs différents, fort contradictoires qu'il leur faut expérimenter avant de se constituer une morale autonome. Cet allongement provoque aussi la prolongation de l'indétermination des formes de pensées, du pouvoir de rêver le monde et de vivre avec une pensée déréelle.

Il y a une ou deux générations, l'énorme majorité des garçons de 15 ans avaient fixé leur vocation professionnelle ; aujourd'hui, bien des « adolescents » de 25 ans n'ont pas choisi. 26 % des garçons et 50 % des filles, à la fin du secondaire, ne savent pas pour quel métier ils vont opter. Ce retard dans l'accès à l'autonomie sociale amène un nombre de plus en plus considérable de jeunes ménages, même avec enfants, à vivre uniquement de l'entretien des parents.

Paul Sivadon, professeur à l'Université de Bruxelles et par ailleurs président de la Ligue européenne d'Hygiène mentale, signale l'allongement de la période de l'adolescence : si la médecine et l'hygiène font vivre plus longtemps, elles assurent en même temps aux jeunes une taille plus grande, une force physique généralement supérieure et surtout une puberté plus précoce. Les jeunes arrivent plus tôt à la pleine possession de leurs fonctions biologiques adultes mais contradictoirement, leur autonomie se trouve de plus en plus retardée.

Le professeur Sivadon écrit : « On a toujours connu l'opposition entre les générations, la révolte des étudiants, la violence de quelques groupes de jeunes, mais aujourd'hui, l'étudiant n'est plus l'exception mais la règle : lorsque les jeunes deviennent aussi nombreux que les adultes, ils ne sont plus simplement des adultes en puissance, et *si les adultes n'y prennent garde, c'est eux qui deviendront vite décadents.* » Le problème risque, dans les années qui viennent, d'être le problème de l'inadaptation des adultes à la société contemporaine.

Compliquant le phénomène, le professeur Sivadon signale que nous assistons à une nouvelle mutation fondamentale de l'espèce humaine : la néoténie consiste dans le pouvoir de reproduction qui fut jadis accordé à un anthropoïde de caractère fœtal ; la néoténie est le passage à la fonction d'adulte reproducteur d'un individu de

SUITE PAGE 22

structure infantile.

Nous devons bien le constater aujourd'hui, le jeune développe ses besoins physiologiques à une période de développement physique accélérée en décalage avec son développement affectif, moral, intellectuel, qui lui, est prolongé et retardé. Nos sociétés risquent bientôt d'être composées en majorité d'individus avec des corps d'hommes sous des têtes d'enfants ; le jeune d'aujourd'hui est un produit néoténique déjà fait pour un autre monde qui demain sera le sien et que l'adulte ne peut comprendre.

La situation globale d'une telle société est aggravée par le fait que ce jeune a besoin, non plus jusqu'à 5 ou 6 ans de la matrice sociale du milieu familial, mais jusqu'à 15 ou 20 ans et c'est le rôle des parents qui s'intensifie et prend une autre mesure.

Jadis, les jeunes formaient leur personnalité par identification souvent au père et à la mère ; ils la forment aujourd'hui par l'identification aux copains et aux prototypes idoles, car leurs sources de sécurité ont disparu devant la fréquente démission des parents. Les parents de ma génération ont tout mis en œuvre pour comprendre leurs enfants et devenir leurs camarades et leurs confidents.

Sivadon nous dit que ces parents-camarades n'ont plus leur raison d'être : « Autant, alors, s'adresser aux vrais copains. » Il nous faut donc rejouer notre rôle de parents, ne serait-ce « que pour fournir les points de résistance sur lesquels le jeune peut prendre son envol », par opposition et personnalisation, personnalisation d'autant plus indispensable que les jeunes d'aujourd'hui grandissent non plus seulement pour se séparer des parents, mais pour aborder un monde auquel les adultes qui l'ont construit n'auront pas accès.

A ces altérations biologiques s'ajoutent des altérations de la fonction sociale de la jeunesse. Si nous suivons Sigmund Bauman, on doit même parler d'une absence de fonction sociale de la jeunesse (1).

Le très savant professeur de Varsovie, dont les publications sont connues en Occident dans les milieux spécialisés, signale à son tour ce manque d'adéquation entre le développement biologique, la maturité physiologique et l'accès à un rôle social ; les jeunes n'accèdent aux responsabilités et fonctions sociales que beaucoup plus tard et ils sont conscients de participer à la redistribution du profit social (leurs droits) sans participation à la production (leurs devoirs).

La période des droits et de la vie marginale se prolonge au détriment de la période des devoirs et de l'efficacité. Notre société n'a pas prévu de fonction progressant avec l'âge et manque de rites de passage. La période de l'adolescence est un 'no man's land' mal défini où les jeunes doivent se libérer vis-à-vis de la famille, accéder à l'hétérosexualité, fixer leur vocation, préparer leur foyer, tout en prolongeant leur enfance sans vraie progression vers l'âge adulte, en restant dépendants, vis-à-vis des parents, de leur appui financier et de leurs services, en restant des enfants socio-culturels prolongés. Auguste Hollingshaed écrit dans le même esprit : « Les membres de ce groupe d'âge ont perdu leurs fonctions dans notre culture (2). »

Il en résulte, sous l'action de facteurs contradictoires, culturels, éducatifs, sociaux et surtout en raison de l'écart entre le comportement réel et l'idéal pédagogique, des névroses, des frustrations qui débouchent sur une agressivité plus grande chez les uns, une apathie totale chez les autres et chez beaucoup une fuite hors du réel. Les éducateurs et les parents sont pris au dépourvu.

En Pologne aussi, annonce Bauman, on constate en conséquence un activisme idéaliste des étudiants et leur engagement social en opposition avec un égocentrisme et un instinct de défense des jeunes travailleurs qui eux, tendent à la création d'un univers particulier composé d'éléments sûrs et stables (il s'agit aussi bien d'objets que de valeurs morales).

On ne peut rester indifférent à la rencontre des analyses de Sivadon (Paris et Bruxelles), de Bauman (Varsovie) et de Hollingshead (U.S.A.), qui débouchent tous trois dans leurs analyses des résultantes morales par des biais différents sur la constatation que les jeunes doivent entrer dans un faisceau de rôles, et par conséquent d'attitudes, et par conséquent d'opinions sur un même homme, rôles diversifiés qui les livrent aux contradictions internes et qui les font déboucher sur la notion de la relativité des valeurs acquises : toute règle ou tout interdit est relatif. Il en résulte une menace permanente de désintégration structurelle et culturelle : il en résulte le rejet, la peur et l'anxiété.

Si l'on ajoute la constatation facilement vérifiable qui voit le nombre d'années universitaires se prolonger, qui voit un très grand nombre parmi les plus intelligents de nos étudiants multiplier les grades et les diplômes et rechercher des fonctions parallèles de recherches avant de s'engager dans les responsabilités adultes, il y a là vraiment source d'angoisses. Il y a dans chacune de nos grandes universités plusieurs dizaines parmi les plus brillants esprits de 25 à 30 ans qui refusent, non pas de quitter leur jeunesse, mais refusent de s'engager dans les fonctions adultes.

(1) Quelques problèmes de l'éducation contemporaine, dans la Revue Internationale des Sciences Sociales, XIX, n° 3, 1967, Unesco.

(2) Dans « Etude sur la Jeunesse de la ville d'Elm (U.S.A.) ».

La société de consommation et l'analyse de Marcuse

NOUS devons retenir que la société européenne a subi une profonde mutation qui a commencé vers les années 1950 pour s'affermir à partir de 1960. Avant les années 1950 régnait une autre façon de penser. « L'homme » se définissait par l'activité productrice ou esthétique.

Malgré des oppositions qui se voulaient radicales, il existait une manière de consensus : tout le monde s'accordait pour attribuer au travail, aux métiers, à l'activité, une valeur éthique en même temps qu'une importance pratique considérable. Beaucoup espéraient se réaliser dans leur profession. D'autres attribuaient au travail manuel l'origine de la dignité humaine. Dans cette dignité, la classe ouvrière trouvait des éléments de sa conscience de classe. Elle avait pour modèle de réorganiser la société en fonction du double aspect du travail : promotion sociale et planification économique.

Aujourd'hui, il faut bien convenir que ces valeurs n'ont pas précisément disparu, mais qu'elles se sont singulièrement estompées. Ce qui apparaît au premier plan, c'est maintenant un ensemble d'idées et de façons de voir et de sentir relevant de la consommation. Il existe maintenant une idéologie de la consommation, parce que c'est dans la consommation que les individus et les groupes puisent leur réalité, trouvent leurs perspectives. C'est une image de l'homme consommateur qui est proposée à chacun de nous et non plus une image de l'homme producteur.

La société industrielle. — Il est intéressant de constater que les sociologues ne sont pas d'accord pour donner un nom à cette société, pour la caractériser. Ils nous proposent un éventail de dénominations. Certains parlent de la société industrielle.

Voilà qui n'est pas inexact, puisque l'on caractérise ainsi la prédominance croissante de l'industrie sur l'agri-

SUITE PAGE 24

Photo RCA - Car Byovl and Associates

Comment l'individu émergera-t-il des souterrains de la société de consommation, où il ne se sent plus exister qu'en termes de rentabilité ? Sous le règne de l'automation et des ordinateurs — ces étonnants facteurs de progrès matériels — beaucoup de jeunes appréhendent un nouvel esclavage.

Photo © Elie Kagan - Gamma

JEUNESSE EN COLÈRE *(Suite)*

culture. On peut se demander s'il y a une ou plusieurs sociétés industrielles. On peut trouver à la fois beaucoup d'arguments en faveur de la mondialisation de l'industrie et beaucoup d'arguments aussi en faveur de la différenciation croissante des pays et des secteurs de l'industrie moderne. Nous ne savons pas si le processus mondial de l'industrialisation va produire partout le même type de société. On parle déjà de société post-industrielle.

Il ne faut pas oublier le problème du Tiers-Monde, c'est-à-dire des pays à prédominance agraire. L'organisation intensive atteignant les 100 % des potentialités nous conduirait à l'hypothèse d'une ville mondiale presque toute située dans l'hémisphère nord, cernée par une campagne mondiale, hypothèse que l'on ne peut encore réfuter et qui est celle de Mao Tsé-Toung.

La société technicienne. — D'autres parlent de la société technicienne, c'est-à-dire qu'ils définissent la société par la technique.

Il est incontestable que les faits techniques ont une importance croissante. Nous sommes balisés par la technique, même sans en avoir une entière conscience. Cette idéologie de la technique relève du défi des pays à régimes économiques différents ; elle culmine dans la course aux armements et la dépréciation permanente des équipements.

Le phénomène urbain. — Le phénomène urbain semble toutefois plus important que le phénomène technique. C'est en effet par la ville que la technique entre dans la société. Les phénomènes urbains seraient dès lors les véritables problèmes techniques. L'importance croissante de la technique exige un support social, la présence d'un ou de plusieurs groupes pour qui la technique est devenue une véritable idéologie et qui essayent de se constituer en classe : les technocrates.

Théorie de l'abondance. — Il en va de même pour le passage de la rareté à l'abondance. Mais il faut convenir qu'il subsiste d'importants îlots de pauvreté ; on peut même observer un nouveau type de pauvreté. Les besoins les plus élémentaires étant satisfaits, on observe d'autres types de raretés, en matière socio-culturelle notamment.

De plus, si autrefois le pain était rare, l'espace était abondant. Aujourd'hui, surtout en milieu urbain, on souffre d'une rareté de l'espace et aussi d'une rareté de temps, ainsi que le fait apparaître l'étude internationale budget-temps-travail-loisirs.

Théorie de la société des loisirs. — Ils se fondent sur des faits exacts, mais qu'ils extrapolent arbitrairement. Certains faits sont incontestables : les loisirs (vacances, week-ends, etc.) jouent un rôle considérable dans notre société.

Mais une analyse précise du temps amène à distinguer temps de travail, temps libre (loisirs), temps contraint (déplacements, formalités de tous genres qu'exige une société de plus en plus bureaucratisée). Ce temps contraint résulte de l'éclatement des villes, c'est-à-dire d'une dissociation entre les lieux de travail, de résidence et de loisirs. On s'aperçoit avec étonnement que si le temps de travail diminue, le temps des loisirs n'a pas augmenté, mais que c'est le temps contraint qui dévore le temps rendu disponible.

La société de consommation. — Peut-on parler d'une société de consommation ? Certainement. Mais des précisions sont nécessaires. Il ne s'agit pas seulement de constater que dans les pays industriels d'aujourd'hui les théoriciens de la consommation prétendent que, si jadis la production n'était pas orientée vers les besoins, c'est parce que les industriels ne connaissaient pas les besoins, c'est parce que les industriels ne connaissaient pas leur marché.

Aujourd'hui, par contre, ceux qui organisent la production ont bien exploré ces marchés et connaissent non seulement la demande solvable des consommateurs, mais encore les secrets désirs de ceux-ci.

Voilà bien une théorie qui soulève des objections. Il y a effectivement, maintes enquêtes de marché, enquêtes de motivations et tutti quanti, mais

Conscients de l'évolution scientifique, particulièrement rapide en cette seconde moitié du 20e siècle, les jeunes réclament une refonte des disciplines d'études et de la formation professionnelle, dont le système, dans beaucoup de pays, remonte au siècle dernier. Revendication soutenue par la grande majorité des enseignants, qui participent aux débats. Ici, dans un « comité d'action », discussion à la Faculté de médecine, à Paris.

on peut tout de même constater que l'accent est mis presque exclusivement sur des besoins individuels et que les besoins sociaux ont été curieusement bannis des préoccupations.

Par exemple, dans les ensembles urbains nouveaux, tout ce qui concerne les besoins sociaux est étrangement négligé. En fait, nous assistons à une fabrication de besoins par ceux qui détiennent les moyens de production et ce, avec l'appui de la publicité qui modèle ces besoins neufs, leur donne forme et attrait. On arrive ainsi au fait clair que ceux qui détiennent les rênes de la production détiennent de même les conditions de la consommation.

En réalité, il n'y a pas de planification directe de la production, mais une planification indirecte, plus équivoque. De tous côtés on voit une activité frénétique de mille bureaux d'études de marché qui préparent, prévoient, organisent la consommation et pèsent lourdement sur notre vie quotidienne, laquelle est découpée, agencée de la manière qui convient le mieux à la production. Henri Lefebvre propose la définition suivante de la société actuelle : Société bureaucratique de consommation agencée. Contrairement à ce que l'on espérait il y a quelques dizaines d'années, les relations de production se sont estompées de la conscience et du centre des activités sociales. La consommation, elle, n'établit pas de rapports entre les individus : elle est un acte solitaire.

L'analyse de Herbert Marcuse. — Quand Marcuse analyse causes et effets de cette société, il déclare que la société industrielle est dominée par la technologie, laquelle est devenue « un pouvoir en soi, d'autant plus redoutable qu'il agit dans l'homme et contre l'homme, pour en faire un être mutilé, à une dimension ». Alors que le but de l'organisation sociale est « l'avènement d'une existence humaine dans une nature humanisée », « nous vivons au contraire et nous mourons sous le signe de la rationalité et de la production » qui nous mutilent définitivement et totalement.

La bureaucratie, l'administration, les planifications, les appareils des partis, sont tous obnubilés par l'exclusive priorité qu'ils donnent à la production. « On fait des pots pour y mettre la soupe et de la soupe pour remplir les pots. » Les grandes revendications ne sont plus que quantitatives, jamais qualitatives dans cette volonté de bien-être (welfare). On a amené l'homme à préférer le plus-avoir au plus-être, à donner primauté au niveau de vie sur le genre de vie. Aussi, en régime communiste comme en régime capitaliste, il y a la même « collusion de l'industrie moderne et du pouvoir ». L'homme n'a plus de valeur qu'instrumentale.

L'administration des choses se substitue au gouvernement des personnes et nous aboutissons à la fois au rationnel et à l'absurde quand « nous vendons des abris anti-atomiques munis de tout le confort moderne ». Il faut, dit Marcuse, réinventer un art de vivre et nous révolter contre le totalitarisme de la raison technocratique : réinventer la fleur et l'amour. Il faut récuser la psychosociologie qui « vise à soigner l'individu de manière qu'il puisse continuer à fonctionner comme partie d'une civilisation malade », qui, comme dit Freud, « transforme notre misère hystérique en malheur banal ».

La tyrannie que subit l'homme dans notre société industrielle dite démocratique, est aussi totale, aliénante, déshumanisante que la pire des dictatures.

Les étudiants en sciences humaines ont popularisé ces idées : ils refusent d'être ramenés à l'état de choses et proclament leur volonté de ne pas s'intégrer dans une société dont ils deviendraient le cadre à la fois massificateurs et massifiés, manipulateurs et manipulés.

Le soulèvement estudiantin

J'AVAIS l'intention de faire ici l'historique de la révolte étudiante par pays ; après avoir réuni toute la documentation, je me suis rendu compte de l'énormité et de l'inutilité, à cet endroit, d'un tel travail dans la mesure où j'ai acquis la conviction que le malaise de la jeunesse est un phénomène vraiment mondial, que seules les expressions de ce malaise varient selon les contingences nationales.

L'étude comparée des systèmes européens de gestion universitaire serait, elle aussi, utile dans la mesure où elle éclairerait ces contingences en montrant la différence d'évolution et de tradition dans nos différents pays en ce qui concerne la réalisation légale, réglementaire et quotidienne du *Consortium magistrorum scholariumque*. Les étudiants, en effet, revendiquent des réformes acquises là depuis longtemps.

Pour donner un exemple, les étudiants d'Oslo gèrent eux-mêmes depuis bien longtemps la librairie, la publication des cours, le restaurant, la cité universitaire et participent aux conseils facultaires. Un collègue norvégien me signalait récemment qu'à Oslo, c'est contre la bureaucratie des étudiants gestionnaires que les étudiants avaient tendance à contester...

Ces études nous amèneraient d'ailleurs à dissocier les situations scandinaves que nous globalisons trop volontiers ; on y signalerait les violences danoises si fréquentes qu'elles ont suscité un important débat parlementaire le 15 mai dernier.

Au cours de ce débat, le ministre de la Justice fournissait les chiffres suivants : depuis le 1er janvier 1965, 137 démonstrations de rue ont été organisées et annoncées selon la procédure régulière, dont 85 devant les ambassades étrangères ; dans 11 cas, la police a dû intervenir par la force. Le ministre a fourni cette statistique comme un exemple de raison et de modération. La grande majorité de ces démonstrations — en tout cas celles devant les ambassades étrangères — sont organisées par des groupements estudiantins.

Lors des dernières manifestations violentes à l'Université de Copenhague, le recteur, M. Mogens Fog, a défini de la façon suivante le processus qui aboutit à de telles manifestations :

« Il y a sans doute une part de contamination psychologique sur des esprits émotifs. Mais, à mon sens, c'est un conflit social plus profond qui est à l'origine des mouvements. Le citoyen pris dans la machinerie compliquée de notre société moderne se sent trop éloigné des procédures de décision. Cela est vrai aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Dans les démonstrations d'étudiants, on trouve toujours

SUITE PAGE 26

UNESCO ARCHIVES

L'autogestion, il y a 4 siècles, à l'Université de Salamanque

à l'origine une insatisfaction à l'égard des formes de l'enseignement. Mais il s'y ajoute ce que l'on appelle un sentiment de frustration. Les démonstrations de rue sont un des moyens pour éveiller la société, mais lorsqu'on a fait de telles démonstrations de nombreuses fois sans aucune conséquence pratique, on en arrive à ce sentiment de frustration. »

Ces études épingleraient la situation privilégiée de la Grande-Bretagne où l'autonomie des universités est de tradition séculaire, où le système des bourses d'études est particulièrement efficace, où, si le nombre d'étudiants admis dans les universités est de loin plus réduit que dans les autres pays, par contre le pourcentage d'étudiants terminant les études par un diplôme est de loin supérieur.

On y distinguerait nettement les attitudes de la classe ouvrière en France et en Rép. féd. d'Allemagne : en France, malgré les freins des appareils syndicaux et politiques, on ne peut pas ne pas voir que le détonateur étudiant n'a eu cet effet stupéfiant que par la sympathie au départ de l'opinion publique et par le dépassement des syndicats par la masse ouvrière non syndiquée ; en Rép. féd. d'Allemagne au contraire, les étudiants sont l'objet de la réprobation ferme de l'opinion publique en général et de la classe ouvrière en particulier.

On verrait aussi la situation italienne parmi les plus explosives, parce qu'on y rencontre un facteur d'expansion démographique de la population universitaire dépassant toute autre situation européenne en même temps que la tradition universitaire la plus figée, la plus soumise aux « grands patrons » et aux mandarins.

Afin de dénationaliser l'analyse et tendre ainsi à l'objectivité, afin aussi de montrer qu'il s'agit bien, sous des expressions diverses, de malaises à la dimension de la planète, je recommande la lecture de la revue publiée par le U.S. Information Service sous le titre « Dialogue » et dont le n° 1 est centré sur le thème : Ferment in the University. Ce numéro contient un très important article sur le sujet par Clark Kerr, président, à l'époque, de l'Université de Californie. J'y lis ces lignes, valables aussi pour toute l'Europe : « En tant que citoyens, beaucoup de contestants constatent l'existence d'une société hypocrite qui permet l'usage du napalm, mais non de la marijuana, dont les gouvernants leur paraissent incapables soit de comprendre soit de résoudre des problèmes qui vont des ghettos au Vietnam.

« En tant qu'étudiants, ils voient un système éducatif bureaucratique où les professeurs s'écartent d'eux et ne leur témoignent aucun intérêt, dont les administrateurs ne prêtent jamais sérieusement l'oreille à leurs idées de réformes (hébergement, problèmes académiques, problèmes intérieurs, activités des étudiants) à tous problèmes qui les touchent fondamentalement ; dans leurs classes, on attend d'eux non qu'ils participent, mais seulement qu'ils écoutent.

« En tant que futurs travailleurs, ils voient d'énormes corporations industrielles et syndicales qui cyniquement manipulent et dépersonnalisent le peuple plutôt que de le libérer et de lui procurer un travail intéressant et faisant appel à l'esprit d'initiative.

« Une telle société, pensent beaucoup de contestants, ne peut vraiment rencontrer les espoirs et les talents des individus. Beaucoup réclament une démocratie directe (participatory democracy) dans laquelle les citoyens participent le plus directement possible aux décisions qui les concernent, qu'il s'agisse de leur éducation, de leur travail ou de la politique de leur gouvernement. »

L'auteur poursuit en épinglant le désir de ne pas voir transformer les étudiants en autant de cartes I.B.M. dépersonnalisées et se range à l'avis de M. Lindsay, maire de New York, qui dès 1966 déclarait que les révoltes étudiantes de Berkeley et les insurrections des Noirs de Watts avaient en commun des mêmes sentiments d'aliénation et d'impuissance (M. R. Killingsworth, « The alienated Generation »).

LES mots clefs sont autonomie, autogestion, contestation. L'autonomie est revendiquée essentiellement contre l'Etat centralisateur et bureaucratique. C'est la revendication d'une nouvelle dignité humaine.

Beaucoup d'universités du Moyen Age étaient déjà autonomes ; beaucoup le sont aujourd'hui aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. L'autonomie permettrait l'instauration de structures ouvertes, une plus grande souplesse pour rencontrer les besoins régionaux ou locaux, pour inventer de nouveaux enseignements, pour intégrer l'enseignement des facultés dont le compartimentage ne répond plus aux besoins des recherches de plus en plus interdisciplinaires, etc.

Mais, dès l'instant où il fait appel à l'Etat, il est fait appel aux finances de l'Etat et, par conséquent, l'obstacle résidera longtemps dans l'aménagement d'un contrôle de l'utilisation des deniers publics et de leur répartition.

C'est ici aussi le moment de poser le problème important : l'autonomie mène à la dignité et à la responsabilité sans doute ; elle peut mener aussi à une certaine dispersion : les hommes politiques doivent être soucieux de réfléchir aux avantages qu'il y a à laisser Liège, ou Rome, ou Munich, régler leurs problèmes en fonction des besoins universitaires de Liège, Rome ou Munich et des inconvénients et risques qu'il y a à se limiter à des solutions fragmentaires diversifiées et parfois opposées à un moment où l'intérêt même des universitaires est de déboucher sur une internationalisation reconnue de leurs niveaux et de leurs grades s'ils veulent obtenir quelque jour l'effectus civilis de leurs diplômes au niveau européen.

L'autogestion n'est pas une idée neuve et il y a quatre siècles, les étudiants de Salamanque avaient réalisé cette unité de gestion entre les maitres et les disciples. Bien des Universités américaines ont un « dean of students ».

Je ne puis pas juger l'autogestion en économiste, selon des rapports de production, mais je puis juger sur le plan éducatif et culturel les grandes expériences yougoslaves que j'ai pu suivre et qui mènent les hommes, chaque homme, parce que son entreprise est son affaire, non seulement à se sentir responsable, mais surtout à mettre tout en œuvre pour se hisser chaque jour davantage au niveau de ses responsabilités. Le travailleur de tout niveau est acculé au recyclage permanent et au dépassement de soi.

La contestation porte à la fois sur la société globale de consommation que j'ai décrite et sur l'université elle-même. En ce qui concerne les universités, les jeunes bannissent l'usage du cours ex cathedra qu'il faut remplacer par le dialogue et le groupe ; ils récusent le mode d'examen par lequel, au hasard des humeurs et du numéro des questions, un inconnu jette des milliers de jeunes dans la promotion ou dans les ténèbres extérieures.

Ils refusent le gigantisme des matières enseignées et savent que bien des « vérités » qu'on leur déverse ne le sont plus : ils savent que les connaissances sont périssables et que les diplômes sont destinés eux aussi à devenir sans valeur ; ils réclament une université critique où les conférences parallèles, où le contenu des cours serait analysé ; ils contestent le savoir lui-même « qui n'est plus une donnée acquise, mais une conquête qui progresse, qui mute, qui s'épanouit par la contestation même ».

Ils savent que leur vie n'est plus divisée en deux parts : l'une où l'on se barde de connaissances et de techniques, l'autre où l'on applique ces connaissances et ces techniques. Ils savent qu'ils entrent dans une société où le plus savant risque d'être dépassé chaque jour dans sa spécia-

Photo © Jacques Winden Berger - Atlas Photo

Si les problèmes des étudiants sont aigus, ceux de la jeunesse ouvrière sont souvent plus graves encore, et plus angoissants : chômage, durée du travail, conditions de travail, salaires, sécurité. Et dans une grande partie du monde, ceux des jeunes agriculteurs sont pires encore.

lité, où on peut être bon pour les vieilles lunes à 30 ans et que rien n'est plus dangereux que d'être un hyperspécialiste et de n'être que cela.

Ils ont entendu Robert Oppenheimer dire que les savants de soixante ans ne peuvent mener leurs recherches que sur des découvertes élaborées après leur sortie de l'Université. Ils savent que l'Université prend une importance jamais atteinte, non mesurée par les adultes et les anciens dans la mesure où, durant toute leur vie d'homme, ils ne pourront plus la quitter. Ils sont condamnés à la civilisation des études, du recyclage permanent, de la mise à jour permanente, de l'ajustement sans faille.

DONC, n'eût-elle que dix ans de retard, l'Université faillirait. C'est le quinquet à pétrole pour des garçons et des filles qui auront juste cinquante ans en l'an 2000. Car, l'Université, pour sa lourdeur, ses contraintes, ses méthodes, par l'idée qu'elle se fait encore — à tort — qu'elle doit en quatre, cinq ou sept ans, charger une batterie pour toute une carrière, n'est pas à jour ; on peut même se demander si elle est recyclable, « réformable ». C'est une greffe du cœur, voire du cerveau qu'il lui faut.

La refonte de l'Université concerne la société tout entière dans la mesure où ceux qui y sont aujourd'hui et qui seront les cadres de demain sont condamnés à ne plus la quitter ; en tout cas, à y revenir sans cesse jusqu'à leur retraite.

Ce n'est pas uniquement par la démocratisation de l'accès des jeunes qu'elle va doubler sa population ; c'est par l'indispensable retour de tous les diplômes qu'elle va quadrupler. Et aussi quadrupler ses campus, ses laboratoires, ses bibliothèques, ses cliniques, ses cités, le nombre de son personnel scientifique. Et aussi ses budgets.

Il faut qu'on le sache : la société vers quoi nous nous précipitons l'exige : il n'y a d'investissements qu'en hommes ; les autres suivent, comme l'intendance.

La contestation de la société globale de consommation, ou, comme dit Lefèbvre, la société bureaucratique de consommation agencée a, elle aussi, été rejetée. Les jeunes refusent tout autant leur intégration en vue d'une efficacité au sein d'un régime capitaliste que leur intégration dans la bureaucratie socialiste. Les analyses venant de l'Est montrent que les jeunes, élevés dans l'égalité et la justice, se heurtent à l'indifférence ou au conservatisme des cadres et n'acceptent plus que par un développement planifié, leur sort d'êtres humains soit encore abandonné aux besoins du marché et que leur idéal se brise aux barrières bureaucratiques.

Dans les régimes occidentaux, les jeunes ne veulent plus, selon les termes même de la déclaration de l'épiscopat français, être réduits au seul rôle de producteur, de consommateur ou de peu exécutant : « ils réclament » non des moyens de vivre, mais des raisons de vivre. Ils se révoltent contre une société où les hommes sont possédés, ne se possèdent pas. Ils se considèrent comme d'authentiques prolétaires si le prolétaire est « celui qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie et qui le sait » (inscription murale), ils veulent « les structures au service de l'homme et non pas l'homme au service des structures ». Désormais l'exercice de l'autorité requiert le dialogue.

Gilbert Cesbron rejoint dans les termes mêmes cette déclaration des évêques de France, quand il écrit que les jeunes ont « eu le temps de mettre en accusation cette société de faux besoins et de faux loisirs qui déshonorent l'Occident et de prononcer deux mots clairs par quoi pourrait bien s'annoncer notre salut : dialogue-participation ».

Les jeunes « ont pris la parole ». Ils la veulent à part entière.

Les circonstances ont fait que j'ai rédigé ce rapport dans une optique estudiantine. Le tableau eût été plus sombre si ma base de départ avait été la jeunesse ouvrière (chômage, émigration, mutation). Il eût été peut-être insoutenable si je l'avais écrit en pensant aux jeunes paysans d'Europe.

LA GÉNÉRATION

par Alexandre Gorbovski

EXTREMISTE, passive, indifférente, idéaliste, passionnée dans sa volonté de servir la société, sceptique, cynique : ce ne sont là que quelques-uns des termes contradictoires que l'on applique à la jeunesse d'aujourd'hui ; ils émanent souvent de sondages d'opinion publique. Aussi n'est-il guère étonnant que l'on proclame que la jeunesse n'existe pas en tant qu'entité distincte.

Qu'y a-t-il d'exact dans cette assertion ? Ou, pour s'exprimer différemment, quels sont pour la jeunesse les liens décisifs ? Les liens horizontaux du même groupe d'âge, ou les liens verticaux qui rattachent les jeunes aux générations plus âgées ?

Dans les anciennes sociétés, les liens verticaux étaient à coup sûr plus forts. Le fils du fermier devenait fermier comme son père, le fils de l'employé était employé en herbe dès le berceau, et bien minces étaient les chances d'échapper à la hiérarchie sociale, à laquelle chacun consentait.

Aujourd'hui, les choses ont changé, et si le sentiment de solidarité qu'éprouvent les jeunes en tant que tels est souvent plus puissant que les barrières nationales, religieuses et sociales, c'est qu'il découle d'un lent processus qui, depuis des générations, était en cours. Tout a commencé quand les jeunes, en nombre de plus en plus grand et de plus en plus jeunes, ont revendiqué leur indépendance vis-à-vis de leurs parents, quittant le foyer familial pour voler de leurs propres ailes. Mouvement qui prend aujourd'hui toute son ampleur et qui a passé de la rebellion contre la famille aux révoltes organisées auxquelles nous assistons.

Pour saisir le motif profond de ces révoltes, nous ne pouvons esquiver les modifications qui ont eu lieu dans la notion d' « idéal social ». Alors que par le passé les valeurs matérielles avaient une importance croissante pour les jeunes, des valeurs nouvelles l'ont emporté à leurs yeux. Ainsi, beaucoup de jeunes préfèrent aujourd'hui des activités créatrices à celles qui sont plus rentables mais offrent moins de champ à l'esprit créateur.

Un récent sondage effectué à Rostov-sur-le-Don le démontre clairement : quand on a demandé à 2 800 étudiants de dire pourquoi ils avaient choisi leur discipline d'études, ils répondirent, dans la majorité des cas, « Parce que c'est une discipline créatrice. » Seuls onze d'entre eux donnèrent comme réponse « Parce que c'est bien payé. » Cette attitude n'est pas particulière aux étudiants : elle reflète, comme l'ont prouvé d'autres enquêtes, une attitude générale de la jeunesse soviétique. Dans beaucoup d'autres pays, on a pu faire des remarques analogues.

Bon nombre de sociologues se rendent compte qu'il ne s'agit pas d'un fossé, ni même d'un abîme entre les générations, mais d'antagonisme et d'hostilité déclarés. Le rapport entre la révolte des jeunes intellectuels contre la prééminence des valeurs matérielles et le soi-disant « conflit des générations » est facile à établir : on voit que les idéaux et valeurs prônés par les vieilles générations sont purement et simplement rejetés par les jeunes.

Chez les jeunes, il y a la conviction grandissante que tout ne s'achète pas et que beaucoup de choses essentielles ne s'expriment pas en termes d'argent. Une chanson des Beatles, « She's leaving home », met ce problème en lumière avec l'histoire d'une jeune fille qui quitte sans retour la maison familiale tandis que gémissent les parents désemparés, « et pourtant, nous lui avions donné tout ce que l'argent peut procurer ».

SOUS cet angle, l'agitation estudiantine et la révolte contre les anciennes générations, de même que des phénomènes comme l'apparition des beatniks, des hippies, des provos, et autres « en dehors », peuvent être tenus comme appartenant à un même processus : la remise en cause du système de valeurs en exercice. Mais alors que chez les gens plus âgés, cette modification résulte d'un changement lent et graduel, elle prend le plus souvent, chez les jeunes, une forme explosive et violente, car ils ne voient aucune raison d'attendre. Les « pourquoi » et « comment » de cette attitude sont à la fois objectifs et subjectifs.

Examinons d'abord les causes « objectives ». Tous les pays touchés ces temps derniers par des révoltes d'étudiants ont une caractéristique commune : c'est-à-dire une concentration des emplois et du pouvoir politique entre les mains des plus anciens, alors que les jeunes sont dépossédés, phénomène assorti du fait que les jeunes n'ont pas voix au chapitre dans le domaine civique et social.

La révolution technologique et le règne de l'automation ont provoqué ce que les sociologues appellent « le dépeuplement des usines ». Quand un jeune homme veut entrer dans la vie active, il découvre souvent qu'il n'y a aucune place pour lui. Bien que l'on crée sans cesse de nouveaux emplois, ils sont insuffisants pour répondre à la demande de tous les nouveaux venus. Et même quand les employeurs ne sont que trop heureux d'embaucher des jeunes, c'est chez les jeunes que l'on compte le plus fort pourcentage de chômeurs.

De plus, la jeunesse veut participer réellement à la vie politique. Dans beaucoup de pays, il faut avoir 21 ans pour être électeur (1).

La tradition remonte à l'époque du roi Arthur et de Richard Cœur de Lion, où l'on était à cet âge armé chevalier. Bien que la maturité politique n'ait pas grand-chose à voir avec la chevalerie, cette habitude ancestrale empêche encore beaucoup de jeunes de voter aux élections législatives.

La jeunesse n'a guère la possibilité de faire valoir son point de vue en matière législative et politique. Dans beaucoup de pays, les jeunes ne peuvent faire partie des assemblées législatives, parce qu'ils n'ont pas l'âge requis pour être élus et ne satisfont pas à certaines clauses sur le plan civil.

Comme les jeunes, hommes et femmes, constituent le quart de la population mondiale, il est évident qu'ils sont gravement sous-représentés dans les assemblées législatives, et qu'ils n'ont pas de participation effective à la vie de leur pays, et pas davantage aux décisions touchant les problèmes de la jeunesse. Dans la plupart des pays, il faut avoir au moins 25 ans pour être candidat au Parlement, et 30 ou 35 pour être candidat au Sénat.

En Union Soviétique, l'âge minimal pour les membres des assemblées législatives locales, pour celles des diverses républiques de l'Union, et pour le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. est respectivement de 18, 21 et 25 ans. On y débat actuellement d'une proposition suivant laquelle les Soviets locaux devraient comporter de 30 à 35 pour cent de députés du groupe d'âge de 18 à 30 ans, puisque près de la moitié de la population de l'U.R.S.S. a aujourd'hui moins de 30 ans.

C'est le ressentiment suscité par l'attitude injuste de la société à leur égard qui a provoqué l'indignation morale des jeunes, laquelle a déclenché une explosion. Quant à la seconde catégorie des causes de l'impatience

---

ALEXANDRE GORBOVSKY, *sociologue, fait des recherches à l'Institut du Mouvement mondial des travailleurs, à Moscou, où il dirige un groupe de savants qui étudient les caractéristiques psychologiques des intellectuels, dans le cadre d'un vaste projet concernant l'avenir des intellectuels. Il a écrit de nombreux ouvrages.*

(1) Sauf au Brésil, en Israel, en Uruguay et en U.R.S.S., où l'on vote à partir de 18 ans, et au Japon et en Suisse, par exemple, où l'on devient électeur à 20 ans.

des jeunes, et de leur critique de la société, elle comprend certaines caractéristiques communes à la jeunesse en tant que telle.

« Toutes leurs erreurs viennent de ce qu'ils dépassent en tout la mesure et agissent avec passion ; ils mettent en tout de l'excès : ils aiment à l'excès, haïssent à l'excès, et ainsi de toutes choses. » Ces remarques sont aussi vraies aujourd'hui que lorsque Aristote les formula il y a plus de deux mille ans. Compte tenu de ce qui se passe actuellement dans le monde, elles paraissent encore plus vraies. L'exubérance affective des jeunes s'exprime de façon aussi bien positive que négative : leurs ombres ne sont pas noires, elles sont ténébreuses ; leur lumière est illumination. Si bien que toute situation qu'ils tiennent pour positive ou négative, bonne ou mauvaise, suscite chez eux de violentes réactions.

La jeunesse soviétique ne fait pas exception. Elle fait sienne l'ensemble des valeurs de la société dans laquelle elle vit, mais rejette catégoriquement tout ce qu'elle tient pour faux, périmé, ou bureaucratique. Elle critique avec beaucoup plus de véhémence que ses aînés ce qu'elle désapprouve, et les jeunes les plus instruits sont les plus critiques. Une enquête faite dans la région de Sverdlovsk montre que la tendance à critiquer est cinq fois plus forte chez les personnes qui ont fait des études supérieures que chez les autres.

MAIS cela ne signifie pas que l'accroissement des personnes instruites dans la société renforce les facteurs sociaux négatifs. C'est le niveau intellectuel de la société en tant que tel que modifie l'instruction, si bien que la population le désire toujours plus élevé et que les individus attendent plus l'un de l'autre.

Ce n'est pas seulement à l'égard de leur milieu que les jeunes intellectuels adoptent une attitude sévèrement critique, mais aussi bien vis-à-vis d'eux-mêmes. Des sociologues soviétiques leur ont posé la question suivante : « Aimez-vous votre génération ? » La plus grande proportion de réponses négatives émanait de jeunes intellectuels.

Attitude en partie expliquée par les difficultés et les problèmes quotidiens auxquels se heurtent les jeunes. L'un des problèmes cruciaux, c'est l'accès aux études supérieures. En U.R.S.S., l'accès à l'enseignement supérieur est libre, et presque tous les étudiants peuvent bénéficier de bourses. Les établissements d'enseignement supérieur sont assiégés chaque année par une armée de jeunes postulants. 60 à 80 pour cent des jeunes diplômés des études secondaires essaient d'entrer dans une université ou un institut d'enseignement supérieur. Dans certaines facultés, il y a jusqu'à 10 ou 15 candidats pour une place disponible. Dans l'ensemble, un candidat sur trois réussit à se faire admettre. Les deux tiers éliminés doivent s'orienter vers d'autres études ou tentent leur chance l'année suivante.

Selon des enquêtes faites à Novosibirsk (à quelque 40 kilomètres de Akademgorodok, la « Cité de la Science » en Sibérie), plus de 50 pour cent de tous les jeunes gens qui viennent de terminer leurs études secondaires veulent être médecins, ingénieurs ou savants, ou veulent opter pour une profession intellectuelle : dans la liste des emplois et professions, les carrières dans les services agricoles ou industriels sont les moins prisées.

Même quand un étudiant a pu franchir les portes de l'université, il (ou elle) n'est pas à l'abri des déceptions. Une large enquête effectuée dernièrement à l'Ecole normale et à l'Ecole de Médecine de Rostov-sur-le-Don a révélé qu'un étudiant sur huit regrettait d'avoir choisi la discipline dans laquelle il travaillait. Néanmoins, la plupart d'entre eux poursuivent leurs études sans changer de branche et exerceront plus tard un métier pour lequel ils n'ont guère de vocation.

Quand on a interrogé des diplômés des instituts techniques de Leningrad sur leurs projets d'avenir, quatre sur cinq d'entre eux, filles et garçons, ont répondu qu'ils voulaient se consacrer à la recherche ou aux applications de la recherche. Il va sans dire que chacun ne peut devenir un chercheur, ni s'adonner aux applications inventives.

L'enthousiasme éprouvé pour une meilleure instruction se manifeste de diverses manières. D'après un sondage effectué dans certaines installations industrielles de Moscou, l'une des raisons majeures de leur départ n'est pas le salaire (mis en cause par 17 pour cent d'entre eux) mais bien le manque de possibilités d'approfondir leur culture et leurs connaissances techniques (26 pour cent). Selon d'autres sondages, 75 pour cent des jeunes des régions rurales de la région d'Oryol et de Kurgan désirent quitter la campagne pour la ville afin de pouvoir y continuer leurs études générales.

Le vrai problème est donc de faire concorder les aspirations des jeunes avec les débouchés et les intérêts de la société. Faute de quoi le mécontentement de la jeunesse ne fait que grandir. Mais comme nous l'avons déjà noté, l'exubérance affective des jeunes n'engendre pas seulement des sentiments négatifs. Quand une idée suscite l'enthousiasme des jeunes, ils y adhèrent à fond. C'est exactement ce qui s'est passé dans les terres vierges du Kazakhstan, comme en Sibérie et dans le Grand Nord.

UNE enquête faite à Leningrad il y a quelque temps a révélé un détail frappant : dans cette ville moderne et industrielle, un jeune sur cinq est prêt à abandonner sa vie douillette et son confort urbain pour prendre part à l'aventure des pionniers du Nord glacial, dans les toundras perdues de la Sibérie ou autres lointaines régions de l'Union soviétique. Il y a quelques années, on fit appel à des volontaires pour la construction de la voie ferrée qui reliait Abakan à Taishet, en Sibérie. Sur les 35 000 personnes qui répondirent à l'appel, 26 000 avaient au plus vingt ans. En dépit des rigueurs du climat et des dures conditions de travail, les volontaires firent passer la voie ferrée sous les monts Sayani, à travers la taïga et les marécages, par dessus de tumultueux torrents, et ce qui semblait un rêve irréalisable devint fait accompli. Il en fut de même lors de la construction de la centrale électrique de Bratsk, en Sibérie.

Nous constatons donc que la vitalité de la jeunesse s'exprime tour à tour dans un mécontentement explosif, ou un enthousiasme constructif. La réponse aux nombreux problèmes qu'affrontent actuellement un grand nombre de pays semble résider dans une double réflexion : d'une part, chercher à diminuer les causes de mécontentement des jeunes, sinon à les éliminer ; d'autre part, chercher ce qui peut être offert de radicalement nouveau à la jeunesse, afin qu'elle justifie ses aspirations profondes et trouve des buts constructifs à son enthousiasme.

L'expérience a prouvé, non seulement en URSS, mais un peu partout dans le monde, que si l'on donne aux jeunes quelque chance — et si on leur témoigne la considération et le respect qu'ils réclament — ils sont capables de grandes choses. Ils ont largement prouvé qu'ils sont capables de penser, d'agir avec courage, efficacité et continuité. Mais il faut leur donner leur chance. N'est-il pas vrai que partout où ils ont leur chance, ils se distinguent, et au tout premier rang, dans les nouveaux secteurs de la science, de la technique, de la production et de l'industrie ? Qu'attendons-nous donc ?

UNE JEUNESSE TRIDIMENSIONNELLE

• pays en voie de développement
• pays socialistes
• pays occidentaux

par Ehsan Naraghi

DEPUIS quelque temps, une crise de la jeunesse frappe, à travers le monde, des pays de régimes politiques différents, les pays hautement industrialisés, ainsi que les pays en voie de développement, dits du Tiers-Monde.

Selon les idéologies et les conceptions des dirigeants, selon les traditions, ce problème est plus ou moins mis en relief, est différemment abordé.

Dans certains pays, c'est un phénomène passager qui ne touche pas à la structure de la société, ne remet pas en cause les fondements mêmes des institutions. Ailleurs, le phénomène se révèle avec une certaine violence, met en question des institutions sociales ou tout au moins des habitudes et des principes fondamentaux qui régissent l'éducation et la formation de la jeunesse.

La jeunesse, par son exigence radicale, par le souci de son avenir et parce qu'elle n'est pas encore prise dans la trame de la vie concrète de la société, fait ressortir, consciemment ou inconsciemment, les problèmes, voire les contradictions socio-culturels de notre époque.

Son attitude critique pourra apparaître abstraite, violente, irrationnelle, dépourvue de maturité, ou même négative et sans perspective, mais elle oblige les adultes à réviser leurs habitudes et leurs manières d'agir qu'ils n'auraient pas d'eux-mêmes remises en question.

L'accusation de « délinquance sénile ». Pendant longtemps, dans les sociétés industriellement avancées, on parlait de l'adaptation des jeunes. Les sociologues, les psychologues ont traité le problème de l'adolescent non adapté, de la « délinquance juvénile ». A l'heure actuelle, il semble que nous assistions à une rébellion des jeunes qui ne veulent pas s'adapter à cette société, qui qualifient l'attitude des adultes de « délinquance sénile », qui condamnent la société des adultes et s'estiment détenteurs de valeurs nouvelles.

On se souvient des réactions violentes, mais assez localisées, de la jeunesse autour des années 1950 aux Etats-Unis, en Europe, plus particulièrement en Suède. Cette violence, décrite dans le film dont le principal rôle a été joué par James Dean et dont le titre « Rebel without a cause » incarnait l'esprit de la jeunesse de

Photo © Afrique Photo

A droite, jeunes paysans de la Haute-Volta. Dans les pays en voie de développement, l'archaïsme des méthodes de travail paraît souvent dérisoire à une génération à laquelle les moyens d'information ont donné des ambitions et des aspirations ignorées de la génération précédente. Elle réclame plus d'instruction, une formation professionnelle, et des débouchés pour les diplômés.

A gauche, étudiante à Brazzaville.

EHSAN NARAGHI *est professeur de sociologie et directeur d'études et de recherches sociales à l'Université de Téhéran. Membre du Comité exécutif de l'Association internationale de sociologie, il est l'auteur de divers ouvrages consacrés à la sociologie du Tiers-Monde. En 1968, il a été membre d'une Commission internationale d'experts de l'Unesco, à Bucarest, qui préparait un projet concernant la promotion de la jeunesse dans la recherche de la paix et de la coopération internationale.*

l'époque. Il s'agissait donc de la jeunesse d'une société technicienne où l'ennui, la monotonie et le manque d'enthousiasme engendraient une agressivité dont l'unique expression était la violence physique.

Depuis lors, l'état d'esprit a considérablement changé. La violence n'est plus uniquement physique. Elle résulte d'une série de faits : guerres, injustices sociales, discrimination raciale, archaïsme des institutions.

D'ailleurs, le dégoût de la jeunesse pour tout ce qui est lutte armée, guerre, est un phénomène assez général. Les jeunes du monde ont de la peine à admettre qu'après la Seconde Guerre mondiale et après que les nations ont reconnu la nécessité d'une organisation mondiale et d'instances à qui elles ont confié le maintien de la paix, on puisse encore entendre tous les jours parler de conflits avec pertes de vies humaines. Tous les Etats ne se réclament-ils pas continuellement que de la paix ?

Car s'il est vrai que les Nations-Unies rendent des services inestimables à la cause de la paix et également à la coopération internationale, l'attitude intransigeante de la jeunesse ne peut tolérer d'aucune nation une utilisation de la force, quelle qu'elle soit. C'est pourquoi la jeunesse éprouve un certain sentiment de méfiance à l'égard des déclarations pacifistes des organismes internationaux et des Etats ; elle va jusqu'à les accuser d'hypocrisie.

En ce qui concerne les guerres, on s'achemine vers une sorte d'éclatement des concepts nationalistes et idéologiques dont la valeur, sous leur forme actuelle, s'effrite aux yeux de la jeunesse.

Le progrès technique et scientifique, la conquête de l'espace, le rapprochement entre les nations par les moyens de communication, contribuent à une sorte de rétrécissement du monde. En dépit des exaspérations de particularismes nationaux, un sentiment de fraternité à l'échelle de l'espèce humaine, se développe parmi les jeunes. Ce sentiment nouveau condamne l'attitude de l'ancienne génération et lui conteste toute légitimité d'intention à l'égard des conflits localisés.

Dans les pays industrialisés. Dans les sociétés industrialisées, où toutes les sphères d'activités sont organisées selon l'exigence de la technique, la jeunesse ne trouve pas de champ pour manifester sa vitalité et mettre en œuvre son enthousiasme. C'est au sujet de cette carence que l'économiste américain John Kenneth Galbraith a parlé de « dimension esthétique ».

Le génie du système industriel, qui réside dans l'utilisation organisée du capital et de la technologie, néglige la dimension esthétique, cette dimension qui pourrait donner aux autres activités de l'homme leur vraie mesure en supprimant les excès de toutes sortes.

On sait que l'esthétique signifie la science du beau et le sentiment qu'il fait naître en nous. Galbraith entend par là tout ce qui déborde de la vie mécanisée, tout ce qui, surprise ou fantaisie au sens philosophique, manque à cette société où l'émotion et l'inattendu entrent dans les mécanismes de consommation soumis à la technique.

Les profondeurs de la vie intime sont elles-mêmes sous l'empire d'une technicité toujours plus audacieuse qui tend à uniformiser les êtres. D'où une certaine réaction. Par exemple, celle exprimée par les « hippies » qui exaltent la fleur, la nature, l'amour, qui réclament la liberté des relations humaines, la gratuité, la vie communautaire, le pacifisme vécu au niveau de la vie quotidienne, qui sont réfractaires à tout ce qui symbolise la soumission aux règles sociales dominantes : travail, carrière, vêtement standardisé, etc. Sans doute, le phénomène « hippy » ne peut apparaître que dans une société d'abondance.

Une enquête effectuée en France par l'Institut français d'opinion publique montre que dans les dernières années, il y a eu un changement d'attitudes résultant du bien-être matériel donné à la jeunesse. Il y a 10 ans,

SUITE PAGE 32

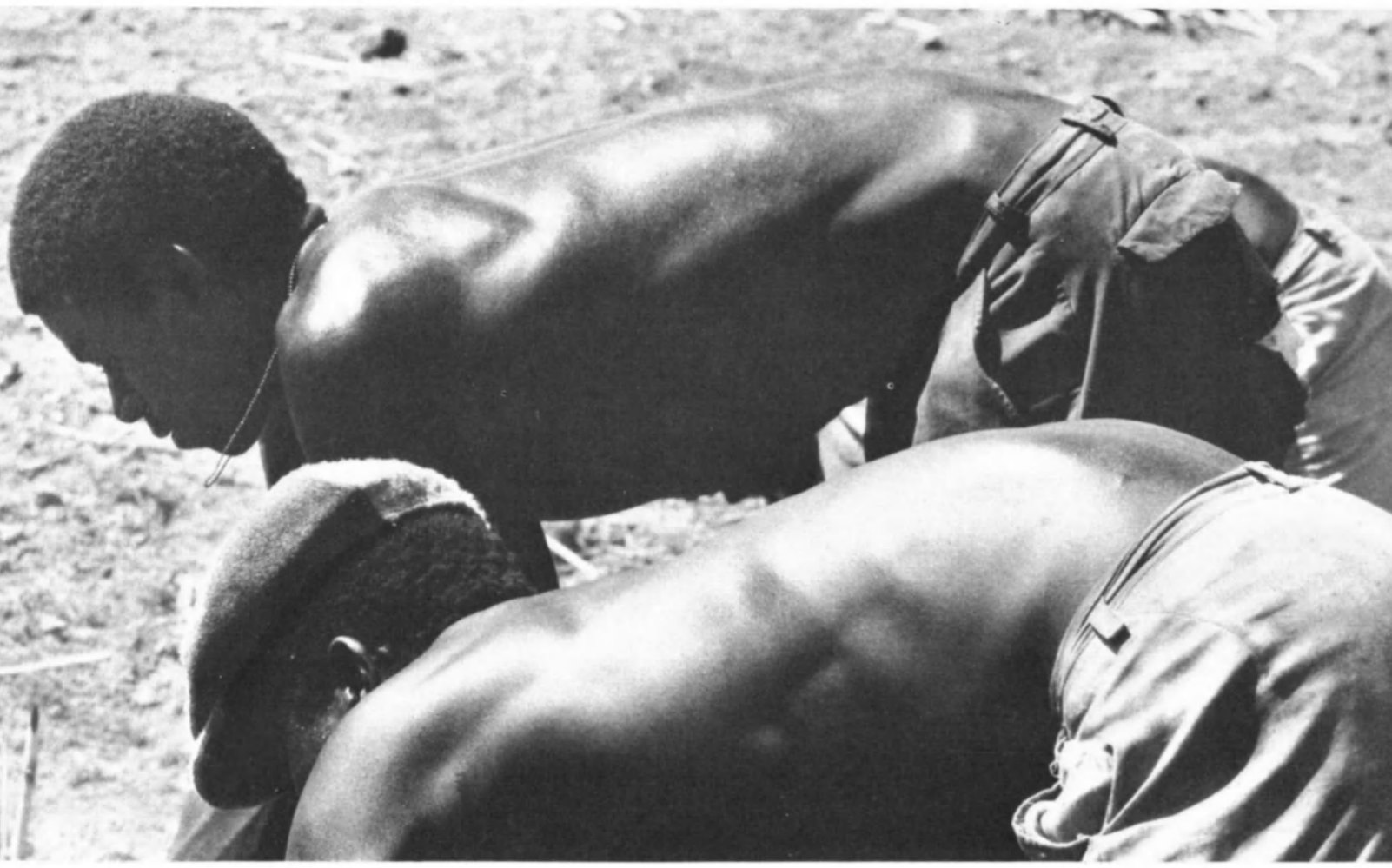


Photo © Jean Pottier - Snark International

Photo © Serge Hambourg

UNE JEUNESSE TRIDIMENSIONNELLE *(Suite)*

Ici, renouveler l'idéal ; là, s'ajuster à la réalité

22 % des jeunes ont répondu qu'ils ne manquaient de rien sur le plan matériel, mais actuellement, plus de 32 % donnent cette même réponse.

Si en France, pays qui n'est pas pleinement une société d'abondance, tant de jeunes éprouvent ce sentiment de satisfaction matérielle, on peut supposer l'étendue et l'importance de cette « satisfaction » dans d'autres sociétés techniquement plus achevées.

La difficulté de compréhension entre cette jeunesse comblée et les autres générations, arrivées non sans peine à ce niveau de satisfaction, pose de nouveaux problèmes. Les goûts, les plaisirs, même le concept du bonheur étaient liés à une notion d'effort qui, aujourd'hui, ne fait plus autorité. Il est à remarquer que cette satisfaction matérielle se manifeste au moment où l'insertion de la jeunesse dans les activités économiques et sociales se réalise plus tardivement.

Les moyens étendus de communication ont permis aux jeunes d'accélérer leur formation intellectuelle, d'être informés très tôt sur les événements de ce monde. Les jeunes sont ainsi conduits à émettre des jugements.

Tous les enfants qui ont, déjà à l'âge de 8 et 10 ans, regardé en direct, sur l'écran de télévision le périple des astronautes d'Apollo 8, sont profondément touchés et sérieusement intéressés par cette aventure qui crée dans leur esprit un processus de stimulation vis-à-vis du monde. Ainsi, dès cet âge ils posent d'autres questions. Ils aboutissent à un engagement qui était réservé aux adultes, tandis que leur activité, leur participation à la vie économique, politique et sociale, ne se fera que plus tard.

Dans les universités des pays socialistes. La situation de la jeunesse dans les pays socialistes est certainement différente de celle de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, tout en ayant avec elle des points communs. On sait que depuis la guerre, les pays socialistes ont particulièrement insisté sur le fait de l'éducation, de la démocratisation de l'enseignement, ainsi que sur la participation des jeunes à la vie politique.

L'éducation considérée comme un droit de la jeunesse a permis à des enfants de toutes classes sociales d'avoir accès à l'enseignement. Dans la plupart des pays socialistes, près de 50 % des étudiants à l'université proviennent des classes laborieuses et le nombre des étudiants a considérablement augmenté. Par exemple, en Pologne il est passé de 42 000 étudiants à la veille de la guerre, à plus de 260 000 en 1967.

Le socialisme était un rêve pour lequel la génération antérieure a lutté et apporté ses équipements techniques et culturels et une chance de promotion pour la jeunesse. Mais aujourd'hui, la jeune génération aspire à son renouvellement et son adaptation aux exigences du monde actuel.

Les jeunes constatent l'acquis du socialisme comme un bien fondamental, mais désirent aller au-delà en se servant, entre autre, de leur patrimoine culturel et des nouveaux courants de la pensée et incitent les adultes à un nouveau dialogue. C'est pourquoi, ce désir de renouvellement et de liberté se manifeste surtout au sein des universités. Les critiques ont été souvent amorcées par les jeunes les plus favorisés. La jeunesse dorée, ceux qu'on appelle en Pologne « fils de banane », c'est-à-dire les fils des intellectuels et des dirigeants, une fois atteint le bien-être matériel et l'accès aux études, dépasse ce stade et pose des problèmes d'ordre culturel.

Evidemment, cette jeunesse, qui n'a pas connu les douloureuses épreuves de la guerre et les efforts laborieux de ses pères pour la reconstruction d'un pays dévasté, trouve que l'appareil de l'Etat est très bureaucratisé. C'est pourquoi un de ses slogans c'est l'allègement de la bureaucratie pour établir un mécanisme plus efficace de communication et de circulation des idées.

D'ailleurs, cette attitude s'est manifestée plus ou moins dans les pays socialistes. En Yougoslavie, le président Tito a pris parti pour les étudiants dans les différends avec les cadres de la bureaucratie.

Dans les pays en voie de développement. En étudiant la situation de la jeunesse dans les pays du tiers monde ou en voie de développement, on constate certaines similitudes avec celles des pays européens et améri-

Revendication majeure des étudiants : ils veulent participer à la gestion de leurs universités, à l'élaboration des programmes, avoir des représentants dans les jurys d'examen, dialoguer avec les professeurs. A gauche, panneaux de comités d'action dans une université parisienne. En dépit de l'agitation, les études se poursuivent normalement dans la plupart des écoles. A droite, travaux dans une école professionnelle, en Suisse.

Photo © Margot S. Granitsas - Photo Researchers, New York

cains, mais également des divergences.

La démocratisation de l'enseignement primaire et, dans les pays les plus avancés de l'Amérique latine et du Moyen-Orient, celle de l'enseignement secondaire, produit des diplômés. Mais ceux-ci n'ont pas suffisamment de connaissances techniques pour être assurés d'un emploi déterminé, donc d'un avenir certain.

Ici, nous observons les conséquences des systèmes d'éducation qui sont souvent pris sur le modèle occidental, transposés, mais qui ne correspondent ni dans leur esprit, ni dans leur forme, aux conditions socio-économiques, aux besoins et à l'état actuel de ces pays. Les enquêtes effectuées auprès de ces diplômés confirment l'inquiétude de ces jeunes d'environ 18-19 ans pour leur avenir professionnel.

Partout on se plaint d'un manque de formation technico-professionnelle car on sait que les lycées, selon les modèles latins, ou les collèges, selon le modèle anglais, avaient pour but d'orienter les jeunes gens vers l'enseignement supérieur. Mais le nombre toujours accru des lycéens interdit toute idée que les diplômés de ces écoles puissent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur.

Une formation pré-universitaire qui n'aboutit pas à l'université, dans la plupart des cas, crée des problèmes d'inadaptation, car la véritable sélection ne se fait pas durant l'enseignement secondaire mais à la fin de cet enseignement.

Par exemple en Inde, où il se produit un afflux disproportionné de jeunes à l'université, l'offre des diplômés est supérieure à la demande d'emploi. D'après le « Report of the Education Commission (1964-1966) » de l'Inde, ce pays compte environ 1 million de « chômeurs instruits ».

Les difficultés que rencontre la jeunesse sont, avant tout, inhérentes au système d'enseignement, puisque la démocratisation de l'enseignement et la poussée démographique n'ont pas permis la formation adéquate des maîtres.

Comme dans ces pays l'enseignement, d'une part, est devenu un impératif important, et comme, d'autre part, les études secondaires ou supérieures débouchent sur un choix limité de professions, les diplômés se sont dirigés vers l'enseignement. N'ayant ni la compétence pédagogique suffisante, ni la vocation professionnelle, ils considèrent l'enseignement en quelque sorte comme un pis-aller, une profession provisoire, une situation d'attente. On assiste de ce fait à une détériorisation de la profession d'enseignant, à une sorte de crise nuisible au développement intellectuel des enfants.

Ainsi, l'école perd de plus en plus le prestige qu'elle doit avoir aux yeux des enfants, et cela dans une société où la famille n'est pas en mesure de prendre en main d'éducation des enfants.

Premières plaintes des enfants : absence de maîtres qualifiés, absence d'équipement, et surtout conditions scolaires inégales ; car, les classes aisées essayant de trouver des moyens d'éducation mieux adaptés, une injustice s'établit en ce qui concerne l'accès de tous les enfants à l'école. Exemple : décalage entre les écoles privées et les écoles de l'Etat, entre les écoles des provinces défavorisées par rapport à celles de la capitale.

Ainsi, dans les pays en voie de développement, le jeune prend conscience, dès le plus jeune âge, d'une certaine injustice scolaire en dépit des principes énoncés par les Etats. Et l'école, avec son système d'enseignement mal adapté et déficient, devient un élément de déracinement ; d'où une perplexité sur le plan culturel et moral.

D'autre part, la jeunesse, sous l'emprise des moyens modernes d'information, a des aspirations et des ambitions que la génération précédente ne pouvait avoir ; or l'éducation reçue ne développe pas chez les jeunes les capacités nécessaires pour réaliser ces aspirations. Il naît alors vis-à-vis de la société une certaine animosité, ou agressivité, qui se développera certainement dans les années futures.

Sur le plan familial, l'attitude autoritaire de la famille apparaît aux yeux des jeunes comme un obstacle au développement de leur personnalité propre ; cela devient encore plus

SUITE PAGE 34

L'enjeu d'une civilisation : des valeurs nouvelles

manifeste dans les pays où l'émancipation des jeunes filles est en voie de réalisation. N'ayant pas un emploi immédiat les jeunes restent assez longtemps dépendants de la famille. Cette dépendance économique est souvent ressentie comme une gêne, surtout lorsque interviennent des divergences intellectuelles et morales.

Les interdits sexuels séparent souvent jeunes gens et jeunes filles, en contradiction avec les modèles de comportements sexuels du type occidental propagés par le cinéma et d'autres moyens d'information ; ils créent dans l'esprit des adolescents des conflits qui aboutissent soit à une passivité, à une attitude pessimiste, soit à une révolte vis-à-vis des valeurs traditionnelles et des normes de conduite individuelle.

A cette jeunesse perplexe, l'université offre de larges perspectives. Le fait de devenir étudiant, ouvrant sur des qualifications enviées par le reste de la jeunesse, donne à certains des pays en voie de développement une confiance que ne connaissent pas leurs camarades qui n'ont pas accès à l'université. L'étudiant, l'étudiante se sentent plus libres dans leurs contacts, dans le choix de leurs amis, dans l'organisation de leurs loisirs. Rapidement ils s'intègrent à une communauté qui jouit d'un certain prestige auprès des pouvoirs publics et de la société.

Bien que cette communauté apparaisse comme une sorte d'aristocratie qui pourrait s'identifier au pouvoir — avec les avantages que cela peut représenter — elle est tentée de prendre, envers la société, une attitude plus contestataire que celle de tous les autres jeunes.

L'accès aux études supérieures. L'étudiant, pour qui l'accès à l'université était un rêve, se sent désormais capable d'avoir des vues et des ambitions sur la société que son état antérieur ne lui permettait pas. Il souhaite que sa société atteigne très vite un niveau de développement égal à celui des pays développés, et qu'elle réalise une justice sociale dont il ressent l'importance dans son milieu familial et scolaire. Donc, il ne rejette pas la société d'abondance comme l'étudiant européen ou américain qui, lui, à certains égards, critique la société de consommation et la civilisation d'abondance. Au contraire, il la recherche avec plus d'égalité et de justice.

A cet effet, il réclame un système d'enseignement plus dynamique dispensant des connaissances plus étendues, moins livresques, plus vivantes.

Quant à la participation des étudiants à la vie politique, il existe déjà une longue tradition dans ces pays. Depuis la guerre, les étudiants en Afrique, et surtout en Asie et au Moyen-Orient où s'était développée une vie universitaire importante, ont constitué les groupements les plus dynamiques dans la lutte pour l'indépendance.

En Inde, après vingt ans d'indépendance et malgré une vie politique extrêmement active qui permet d'exprimer les revendications et mécontentements de toutes sortes, s'est manifesté depuis deux ans, au sein de l'université, un courant de protestations distinct de tous les autres courants. C'est ainsi que l'été 1968, l'université la plus prestigieuse et la mieux équipée de l'Inde, celle de New-Delhi, a connu les contestations violentes de ses étudiants : ils réclamaient une révision de la structure et de l'esprit de l'enseignement supérieur.

En Amérique latine. En Amérique latine, dès 1918 déjà, lors de la proclamation de la Charte de Cordoba, en Argentine, qui définissait les principes de l'autonomie des universités, les étudiants constituaient une force importante, pleinement consciente de son rôle.

Les universités, s'appuyant sur les professeurs et les étudiants, étaient les bastions des idées libérales et des pensées rationalistes s'opposant au cléricalisme officiel. Les réformes universitaires, prônées par les étudiants, contenaient toujours des éléments de caractère général qui visaient à une réforme de la société même.

Durant ces dernières années, l'enseignement universitaire s'est considérablement développé dans ces pays, de sorte qu'en Argentine — par exemple — le pourcentage (10 %) de jeunes entre 18 et 24 ans, fréquentant l'université est proche de celui des pays hautement industrialisés.

D'autre part, le problème des débouchés pour les diplômés de l'université ne cesse de préoccuper les étudiants. C'est ainsi que l'Argentine a vu, ces dernières années, nombre de ses savants et de ses spécialistes quitter le pays pour trouver un emploi à l'étranger.

Dans toute l'Amérique latine, la gratuité de l'enseignement, d'une part, la faiblesse du système de formation professionnelle ainsi que le manque de débouchés, d'autre part, ne donnent aux jeunes qu'une seule possibilité : l'université. Cette dernière, submergée, insuffisamment adaptée aux conditions économiques et sociales, n'offre pas non plus l'occasion d'une formation adéquate ; les étudiants ressentent, au sujet de leur formation et de leur avenir une appréhension qui s'ajoute à leur irritation envers l'organisation sociale.

Ainsi, en Amérique latine, où l'université jouit d'un grand prestige sur le plan social et culturel, où elle est devenue une communauté d'importance numérique notable, l'aspiration des étudiants s'oriente vers un renouvellement des institutions et réclame un mode nouveau de vie politique et sociale.

En Afrique. Par contre en Afrique, où la plupart des pays ont accédé récemment à l'indépendance, le problème se présente différemment. Les cadres dirigeants, surtout en Afrique noire, sont pour la plupart constitués d'une élite jeune, formée il y a dix ou quinze ans dans les universités européennes.

Ici, le conflit de générations n'apparaît pas aussi aigu. Toutefois, le problème des débouchés qui se pose en Amérique latine, en Inde et en Egypte pour les jeunes diplômés des universités, commence à se poser seulement pour les jeunes bacheliers africains.

Le problème consiste avant tout à établir un système national d'éducation qui pourrait se passer de l'assistance étrangère, actuellement importante. Il reste en outre à résoudre le problème des langues, source de grandes difficultés en Afrique.

Pour conclure. Les sociétés prospères des pays développés ont eu peut-être trop tendance, en ce qui concerne les problèmes humains, y compris le problème de la jeunesse, à s'en remettre à la technique et à négliger les tensions sociales et les nouveaux besoins culturels que cette technique engendre. Car, conséquence du progrès technique, les jeunes des pays développés ont des loisirs, du temps pour réfléchir, s'informer, donner libre cours à leur imagination et à leur sens critique.

Quant aux pays en voie de développement, nous assistons, du fait de la poussée démographique, à un rajeunissement de la société tout entière et aux bouleversements dans les structures et les habitudes que cette montée des jeunes déclenche. En premier lieu, c'est le système d'enseignement qui est visé, à tous les niveaux. Par son caractère livresque et formaliste, par son autoritarisme culturel, l'enseignement ne correspond plus aux exigences du monde moderne.

Ce qui ressort d'un examen attentif de l'ensemble de la crise actuelle de la jeunesse, c'est l'émergence de nouvelles valeurs. Derrière cette effervescence se trouve un sentiment de fraternité rapprochant tous les jeunes du monde, au-delà de toutes les barrières et les différences politiques, économiques et sociales. Ce signe pourrait être le présage d'une entente et d'une compréhension réelles des peuples.

C'est pourquoi cette crise n'est plus un problème qui relève des seuls éducateurs. Elle engage les psychologues, les sociologues, les philosophes, car elle concerne, par sa complexité et son envergure, l'ensemble de la société, voire même toute la civilisation.

Imp. GEORGES LANG, PARIS. IMPRIMÉ EN FRANCE. — Dépôt légal. 2e trimestre 1969 - C 1

Vient de paraître.....

*le dernier numéro d'*IMPACT - Science et Société

LA SEXUALITÉ, LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Ce numéro d'IMPACT présente une série de contributions à l'étude des problèmes de la sexualité dans la société moderne:

Technologie, science et attitudes sexuelles
par Jessie Bernard

La révolution sexuelle en Suède
par Birgitta Linnér

La morale et l'éducation sexuelles en Union soviétique
par Edouard Kostyachkine

Répercussions de la génétique sur la procréation et le mariage
par Marco Fraccaro

Effets du milieu social sur les fonctions sexuelles
par Alan Parkes

Chaque numéro d'**IMPACT - Science et Société** traite d'un sujet de grande importance pour la pensée contemporaine. Cette revue trimestrielle, publiée par l'Unesco en français, anglais, espagnol, est très largement distribuée dans le monde. **IMPACT** est destiné à toute personne qui s'intéresse aux conséquences sociales de la science: public cultivé et spécialistes des sciences sociales et des autres disciplines scientifiques.

Abonnement annuel: F 12.50; $ 3.50: 21/-(stg.)

Le numéro: F 3.50; $ 1.00; 6/-(stg.)

Abonnez-vous auprès de nos dépositaires (liste ci-dessous)

Thèmes des derniers numéros d'IMPACT

- **La base scientifique de la paix**
- **Recherches sur le cerveau: apprentissage et comportement**

Prochains numéros

- **La science dans l'Asie en évolution**
- **Remanier la planète pour l'humanité**
- **Science de l'humour, humour et science**
- **Les profanes critiquent la science**
- **La femme dans l'ère de la science et la technique**

Spécimen gratuit sur demande adressée à
UNESCO, DPV-E
Place de Fontenoy, Paris

Pour vous abonner, vous réabonner
et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires ou en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements peuvent être effectués dans la monnaie du pays. Les prix de l'abonnement annuel au « COURRIER DE L'UNESCO » sont mentionnés entre parenthèses, après les adresses des agents.

★

ALBANIE. N. Sh. Botimeve, Naim Frasheri, Tirana. — **ALGÉRIE.** Institut Pédagogique National, 11, rue Ali-Haddad, Alger. — **ALLEMAGNE.** Toutes les publications: R. Oldenbourg Verlag, Unesco-Vertrieb fur Deutschland, Rosenheimerstrasse 145, Munich 8. Unesco Kurier (Edition allemande seulement) Bahrenfelder Chaussee 160, Hamburg-Bahrenfeld, CCP 276650. (DM 12). — **AUTRICHE.** Verlag Georg Fromme et C° Spengergasse 39, Vienne V. (AS 82). — **BELGIQUE.** Toutes les publications: Editions « Labor », 342, rue Royale, Bruxelles 3. Standaard. Wettenschappelijke Uitgeverij, Belgielei 147, Antwerpen 1. Seulement pour « le Courrier » (170 FB) et les diapositives (488 FB): Jean de Lannoy, 112, rue du Trône, Bruxelles 5. CCP 3 380.00. — **BRÉSIL.** Librairie de la Fundaçao Getulio Vargas, 186, Praia de Botafogo. Caixa Postal 4081-ZC-05. Rio de Janeiro, Guanabara. — **BULGARIE.** Raznoïznos 1, Tzar Assen, Sofia. — **CAMBODGE.** Librairie Albert Portail, 14, avenue Boulloche, Phnom Penh. — **CAMEROUN.** Papeterie Moderne, Maller & Cie, B. P. 495, Yaoundé. — **CANADA.** Imprimeur de la Reine, Ottawa, Ont. ($ 4.00). — **CHILI.** Toutes les publications: Editorial Universitaria S.A., casilla 10220, Santiago. « Le Courrier » seulement: Comisión Nacional de la Unesco, Mac-Iver 764, dpto. 63, Santiago (E°). — **REP. DEM. DU CONGO.** La Librairie, Institut politique congolais. B. P. 23-07, Kinshasa. — **COTE-D'IVOIRE.** Centre d'Edition et de Diffusion Africaines. Boîte Postale 4541, Abidjan-Plateau. — **DANEMARK.** Ejnar Munksgaard Ltd, 6, Norregade 1165 Copenhague K (D. Kr. 20). — **ESPAGNE.** Toutes les publications: Libreria Cientifica Medinaceli, Duque de Medinaceli 4, Madrid, 14. Pour « le Courrier de l'Unesco »: Ediciones Iberoamericanas, S.A., calle de Oñate 15 Madrid. (Pts 180). Sous-agent « le Courrier ». Edicciones Liber, Apartado de correos, 17, Ondárrao (Vizcaya). — **ÉTATS-UNIS.** Unesco Publications Center, P.O. Box 433, New York N.Y. 10016 ($ 5). — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki. (Fmk 11,90). — **FRANCE.** Librairie Unesco, Place de Fontenoy, Paris. C.C.P. 12.598-48. (F. 12). — **GRÈCE.** Librairie H. Kauffmann, 28, rue du Stade, Athènes. — Librairie Eleftheroudakis, Nikkis, 4. Athènes. — **HAITI.** Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince. — **HONGRIE.** Akademiai Konyvesbolt, Vaci U 22, Budapest V., A.K.V. Konyvtárosok Boltja, Budapest VI. Nepkoztársasag U. 16. — **ILE MAURICE.** Nalanda Co. Ltd., 30, Bourbon Str. Port-Louis. — **INDE.** Orient Longmans Ltd.: 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13. Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36a. Mount Road, Madras 2. Kanson House, 3/5 Asaf Ali Road, P.O. Box 386, Nouvelle-Delhi 1. Indian National Commission for Unesco, att.. The Librarian Ministry of Education, " C " Wing, Room 214, Shastri Bhawan, Nouvelle Delhi 1. Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 16. Scindia House, Nouvelle Delhi. (R. 13.50) — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, avenue du Musée, Téhéran. — **IRLANDE.** The National Press, 2 Wellington Road, Ballsbridge, Dublin 4. — **ISRAEL.** Emanuel Brown, formerly Blumstein's Bookstore: 35, Allenby Road and 48, Nahlat Benjamin Street, Tel-Aviv. — **ITALIE.** Toutes les publications: Libreria Commissionaria Sansoni, via Lamarmora, 45. Casella Postale 552, 50121 Florence, et, sauf pour les périodiques: *Bologne*: Libreria Zanichelli, Piazza Galvani 1/h. *Milan*: Hoepli, via Ulrico Hoepli, 5. *Rome*: Libreria Internazionale Rizzoli Galleria Colonna, Largo Chigi. Diffusione Edizioni Anglo-Americane, 28, via Lima, 00198, Rome. *Turin*: Librairie Française, Piazza Castello 9. — **JAPON.** Maruzen Co Ltd. 6, Tori-Nichome, Nihonbashi, P.O. Box 5050, Tokyo International, 100.31. — **LIBAN.** Librairie Antoine, A. Naufal et Frères, B. P. 656, Beyrouth. — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue, Luxembourg. (170 F. L.). — **MADAGASCAR.** Toutes les publications: Commission nationale de la République malgache. Ministère de l'Education nationale, Tananarive. « Le Courrier » seulement: Service des œuvres post et péri-scolaires, Ministère de l'Education nationale, Tananarive. — **MALI.** Librairie Populaire du Mali, B. P 28, Bamako. — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 281, avenue Mohammed-V, Rabat. CCP 68-74. « Courrier de l'Unesco »: Pour les membres du corps enseignant: Commission nationale marocaine pour l'Unesco, 20 Zenka Mourabitine, Rabat (C.C.P. 324.45). — **MARTINIQUE** Librairie J. Bocage, rue Lavoir. B.P. 208, Fort-de-France — **MEXIQUE.** Editoria Hermes Ignacio Mariscal 41, Mexico D. F., Mexique (Ps. 30). — **MONACO.** British Library, 30, bld des Moulins, Monte-Carlo. — **MOZAMBIQUE.** Salema & Carvalho Ltda, Caixa Postal 192, Beira. — **NORVÈGE.** Toutes les publications: A.S. Bokhjornet, Akersgt 41 Oslo 1. Pour « le Courrier » seulement: A.S. Narvesens, Litteraturjeneste Box 6125 Oslo 6. — **NOUVELLE-CALÉDONIE.** Reprex. Av. de la Victoire, Immeuble Paimbouc. Nouméa. — **PAYS-BAS.** N.V. Martinus Nijhoff Lange Voorhout 9. La Haye (fl. 10). — **POLOGNE.** Toutes les publications: ORWN PAN. Palac Kultury, Varsovie. Pour les périodiques seulement: « RUSH » ul. Wronia 23 Varsovie 10. — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Lda, Livraria Portugal, Rua do Carmo, 70, Lisbonne. — **RÉPUBLIQUE ARABE UNIE.** Librairie Kasr El Nil 3, rue Kasr El Nil, Le Caire, Sous-agent: la Renaissance d'Egypte, 9 Tr. Adly Pasha, Le Caire. — **ROUMANIE.** Cartimex, P.O.B. 134-135, 126 Calea Victorici, Bucarest. — **ROYAUME-UNI.** H.M. Stationery Office. P.O. Box 569, Londres S.E.I. (20/-). — **SÉNÉGAL.** La Maison du livre, 13, av. Roume, B.P. 20-60, Dakar. — **SUÈDE.** Toutes les publications: A/B C.E. Fritzes, Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan 2, Stockholm, 16. Pour « le Courrier » seulement: The United Association of Sweden, Vasagatan 15-17, Stockholm, C. — **SUISSE.** Toutes les publications: Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zürich. C.C.P. Zurich VIII 23383. Payot, 6, rue Grenus 1211 Genève, 11 C.C.P. 1-236. Pour « le Courrier » seulement: Georges Losmaz, 1, rue des Vieux-Grenadiers, Genève, C.C.P. 12-4811 (FS. 12). — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement. B.P. 704, Damas — **TCHÉCOSLOVAQUIE.** S.N.T.L., Spalena 51, Prague 2. (Exposition permanente); Zahranicni Literatura, 11 Soukenicka, 4, Prague 1. — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis. — **TURQUIE.** Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul. **U.R.S.S.** Mezhdunarodnaja Kniga, Moscou, G-200. — **URUGUAY.** Editorial Losada Uruguaya, SA. Maldonado, 1092, Montevideo. — **VIETNAM.** Librairie Papeterie Xuan Thu, 185-193, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon. — **YOUGOSLAVIE.** Jugoslovenska-Knjiga, Terazije 27, Belgrade. Drzavna Zaluzba Slovenije, Mestni Trg. 26, Ljubljana.

Photo © Snark International - Grazia Neri

"Nous avons demandé à être entendus — Vous avez refusé
Nous avons demandé la justice — Vous l'avez appelée anarchie
Nous avons demandé la liberté — Vous l'avez appelée licence."

(voir page 15)